

ALGERIA-SETIF

DES NON ATTRIBUTAIRES DE LOGEMENTS SOCIAUX FERMENT LA RN09

INVESTISSEMENT
RÉCUPÉRATION
DE 169 ASSIETTES
FONCIÈRES NON
EXPLOITÉES À
BOUIRA

Le Monde

de l'administration

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com

Dimanche 07 Février 2021 / N° 1041

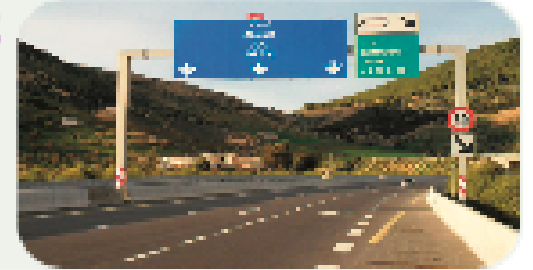
Prix : 20

CITÉ UNIVERSITAIRE
FILLES OULED FAYET 2

UNE ÉTUDIANTE
DÉCÉDÉE DANS
L'EXPLOSION D'UNE
BOUTEILLE DE GAZ

page 03 L'AFFAIRE EST PROGRAMMÉE DANS LE CADRE DE LA SESSION CRIMINELLE COMPLÉMENTAIRE

LE PROCÈS EN APPEL DE L'AUTOROUTE EST-OUEST: LE 4 MARS PROCHAIN



Page 03

ALGÉRIE-TUNISIE

COUP D'ENVOI D'UNE CARAVANE MÉDICALE À DESTINATION DE SAKIET SIDI YUCEF EN TUNISIE



PÉTROLE

LE BRUT DE L'OPEP
TERMINE LA SEMAINE
AU PLUS HAUT NIVEAU
DEPUIS UN AN

DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF,
NOUVELLES WILAYAS ET
DÉCENTRALISATION :

LES ÉTERNELS CHANTIERS !

ACCIDENTS
DE LA ROUTE

5 MORTS ET 409
BLESSÉS CES
DERNIÈRES 48
HEURES

HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Dimanche 07 Février 2021

Dohr	Asr	Maghreb	Icha
13:01	15:53	18:15	19:38

Horaires de prière à Alger du Lundi 08 Février 2021

Fajr	Chourouk
06:20	07:48

Météo



Alger 21° / Oran 22° / Annaba 17° /
Constantine 17° / Béchar 25° / Biskra 23° /
Djelfa 17° / Sétif 16° / Ghardaïa 23° / Jijel 18° /
Tlemcen 22°

SÉTIF

Lancement des travaux de raccordement de 1.560 foyers au réseau de gaz naturel

Les travaux de raccordement au réseau de gaz naturel de 1.560 foyers des communes Ain Sebt et Maâouia, relevant de la daïra de Beni Aziz (Est de Sétif) ont été lancés, a indiqué samedi le directeur de la Concession de distribution d'électricité et de gaz, Abdallah Bendjeddah. "Le projet de raccordement de 1.560 foyers au réseau de gaz naturel a été lancé au profit de plusieurs mechtas et agglomérations situées dans les zones enclavées de la daïra Beni Aziz, à savoir 510 foyers dans la localité Ain Djawhara dans la commune de Ain Sebt, et 1.050 foyers dans les mechtas Ras Douar, Ain Ouari et Chehaïa en plus d'autres agglomérations limitrophes dans la commune de Maâouia", a précisé le même responsable à l'APS. Avec la concrétisation de cette opération, le taux de raccordement à cette énergie vitale atteindra les 100% dans ces régions, a-t-il dit. Selon M.Bendjeddah, le premier projet de raccordement de 510 foyers de la localité Ain Djawhara au réseau de gaz naturel a été financé dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locale pour l'exercice 2020, précisant que l'opération concerne un linéaire de 51,4 km pour un coût de plus de 127 millions DA et sera réceptionné "avant la saison hivernale de l'année 2022". S'agissant du second projet de raccordement de 1.050 foyers financés à hauteur 184, 130 millions DA dégagés sur budget de wilaya de l'exercice 2020, le même responsable a déclaré que les travaux seront réalisés sur un linéaire dépassant les 69 km.

Saisie de plus de 8 kg de cannabis dans la capitale (Sûreté de wilaya)

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté deux (2) repris de justice et saisi plus de 8 kg de drogue (cannabis) dans une affaire de trafic de drogue, a indiqué la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. La brigade de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Draria a enclenché une enquête après avoir repéré un véhicule avec à son bord deux (2) suspects (faisant l'objet d'un signalement), a précisé la même source, ajoutant que le véhicule a été intercepté au niveau de la route reliant Douera à Kheracia. Après une inspection minutieuse du véhicule, les éléments

de la brigade y ont découvert un sac pour femmes soigneusement dissimulé contenant 8,1 kg de drogue (cannabis) suite à quoi les suspects ont été arrêtés et conduits au poste pour un complément d'enquête, a souligné le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, notamment urbaine (bandes de quartier), les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont mis hors d'état de nuire une bande criminelle impliquée dans une affaire de préparation et de participation à une bande de quartier, port d'armes blanches prohibées de 6e catégorie sans motif légitime et violation des mesures de confinement, a fait savoir la même

source. L'opération a été menée sur la base d'informations parvenues à la brigade de lutte contre la criminalité de la circonscription ouest de la Police faisant état d'un groupe d'individus à bord d'une voiture de tourisme en possession de différents types d'armes blanches et s'appuyant à en découdre au niveau du port d'El Djamilia à Aïn Benian. Exploitant ces informations, les éléments de la brigade ont rapidement arrêté cinq (5) suspects (30 ans de moyenne d'âge) et saisi sur eux 12 armes blanches (3 épées, 8 grands couteaux et 1 coupe-ret), en plus de 7 fusils à harpon. Les suspects ont été conduits au poste pour un complément d'enquête.

FAWASSIL

Une nouvelle revue culturelle voit le jour

La scène médiatique en Algérie s'enrichit par la parution d'une nouvelle revue culturelle, intitulée «Fawassil», récemment publiée par l'établissement Echaab. Le numéro zéro de cette revue mensuelle à vocation culturelle traite de divers thèmes intellectuels et artistiques, et consacre un dossier au coronavirus, qui a impacté la vie de millions d'Algériens. Placées sous le thème «Méditations au temps de la pandémie», cinq contributions de journalistes, chercheurs et universitaires, à l'instar d'Oussama Ifrah et Boumediène Bouzid, ont mis sous les projecteurs les volets identité, confinement et post-confinement. Participant également à la revue, le Dr El Yamin Ben Toumi a évoqué le projet intellectuel de Mohammed Arkoun sur les questions de l'indépendance et de l'amazighité. Le numéro zéro de la revue s'est, par ailleurs, penché sur le Soi en philosophie à travers le parcours politique de l'historien et auteur Mouloud Kacem Naït Belkacem. Dans le volet lettres et traduction, les lecteurs peuvent s'informer du parcours multimodal du romancier et traducteur Mohamed Sari, et tirer profit de la contribution de Bendifallah sur les tendances discursives dans les écrits de Habib Sayah. Le quatrième art n'étant pas en reste, la revue qui vient de voir le jour propose les articles de Mohamed Ben Saou et AHCÈNE TILANI sur respectivement «L'histoire et le théâtre» et «L'industrie du spectacle dans le théâtre algérien : repères et célébrités».

CHALLENGE NATIONAL CHELDA BOULENOUAR

L'équipe nationale militaire et la protection civile dominant la 35e édition

Les athlètes de l'équipe nationale militaire chez les seniors messieurs et de l'équipe de la protection civile chez les seniors dames ont dominé la 35e édition de cross country "Chelda Boulénouar, organisé samedi sur le parcours de la commune de "Chetouane" (Tlemcen). L'édition de cette année, à laquelle ont pris part 250 athlètes représentants 15 wilayas du pays dans les catégories cadettes, cadets, juniors et seniors dames et messieurs, a été marquée par la suprématie des seniors messieurs de l'équipe nationale militaire qui ont réussi à décrocher la première et la seconde place dans le cross long (plus de 10 kilomètres) grâce respectivement à Laameche El Hadi et Grine Ali suivis à la troisième place par Hannachi Nabil de Boumerdes. Dans le cross court seniors messieurs (plus de 4 km), c'est l'athlète Bouchicha de l'équipe nationale militaire qui a surclassé Charrad Oussama de Bordj Bou Arreridj et Chibani Abdelhakim d'Alger. Chez les seniors dames, le trio de l'équipe de la protection civile d'Alger, Riham Senani, Bouladjayeb Saadia et Bouderbail a remporté les trois premières places, alors que chez les juniors filles, l'athlète de Chlef Rezig Ghania a remporté le titre suivie par Mouissi Rokia d'Alger et Harizi Mokhtaria de Chlef. Les athlètes de la wilaya de Chlef ont également brillé dans la catégorie des cadets et juniors garçons. Le titre des cadettes est revenu à Guedan Lina de Chlef suivie par Amroune Zahira et Derraz Wiam de la même ville.

JARDIN D'ESSAI D'EL-HAMMA D'ALGER

Naissance d'un bébé lama

Le zoo du Jardin d'Essai d'El-Hamma (Alger) a vu la naissance, en décembre 2020, pour la première fois, d'un bébé lama mâle également appelé cria, que les visiteurs peuvent désormais contempler, à la faveur de la réouverture de cet espace, a-t-on appris, jeudi, du directeur général du jardin. Dans une déclaration à l'APS, M. Abdelkrim Boulahia a indiqué que le zoo du jardin d'essai d'El-Hamma avait vu, en décembre dernier, la naissance pour la première fois d'un lama mâle. Les visiteurs du jardin peuvent désormais voir le petit lama qui est d'ailleurs en bonne santé, à la faveur de la réouverture au public des portes de cet espace, dans le cadre de l'allègement des mesures de fermeture des espaces publics, au titre de la lutte contre la propagation du nouveau Coronavirus, a affirmé M. Boulahia. Cette naissance «exceptionnelle» vient s'ajouter à celle enregistrée fin 2019, avec la naissance de trois lionceaux (deux mâles et une femelle), sachant que c'est «un événement rare et inédit pour ce type de félins en cage», a ajouté le même responsable.

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde
FONDATION NATIONALE D'ÉDITION

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

BEDACTEUR EN CHEF

A.SAJIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTE NUMERO

005001112145636147 BDL

ANEP TEL 021737778

021737128

FAX 021739559

DÉLIVRÉ

OUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SIA

UA

Djerad appelle au renforcement de la solidarité continentale et mondiale pour lutter contre la pandémie Covid-19

Le Premier ministre, au renforcement de la solidarité continentale et mondiale et à l'unification des efforts communs pour lutter contre la pandémie Covid-19, mettant l'accent sur la nécessité de permettre aux pays pauvres d'accéder aux vaccins pour pouvoir sortir de cette crise sanitaire qui affecte les efforts de relance du développement. M. Djerad qui représente le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune aux travaux de la 34e session des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA), a affirmé dans son allocution sur le rapport du président sud-africain et président en exercice de l'UA, sur "la mise en œuvre de la Stratégie continentale africaine commune pour faire face à la pandémie de Covid-19", que cette "crise sanitaire sans précédent, de par son étendue et la gravité de ses retom-

bées politiques et socio-économiques, a compromis la croissance des économies des Etats, induit une aggravation des taux de chômage et mis nos systèmes de santé devant des défis majeurs ayant requis l'adoption de mesures strictes, à l'effet d'alléger le déficit financier et éviter des pertes économiques supplémentaires". Après avoir transmis les salutations du Président Tebboune aux dirigeants africains et ses vœux de succès aux travaux de leur sommet tenu par visioconférence, le Premier ministre a salué "la Stratégie continentale africaine commune pour faire face à la pandémie de Covid-19, qui mise sur la coopération et la coordination pour assurer le vaccin au moins aux populations du continent", la qualifiant de "précieuse initiative qui permettra aux pays du continent de coordonner leurs positions dans le cadre d'une ac-

tion multilatérale". "La réussite de cette stratégie continentale est tributaire du renforcement de la coopération et de la coordination avec nos partenaires internationaux", a-t-il estimé, mettant en exergue le soutien à "la demande visant à alléger le fardeau de la dette, à aider les Etats à assurer la continuité des approvisionnements alimentaires, à protéger les emplois et à atténuer l'impact de la baisse des revenus dans le continent en raison de la perte des recettes d'exportation". Soulignant l'impact de la crise sanitaire Covid-19 sur tous les aspects économiques, politiques et sociaux des Etats, le Premier ministre a indiqué qu'en plus des pertes en vies humaines, "cette crise a contraint plusieurs Etats, à fermer leurs frontières et à instaurer des mesures préventives, ce qui a induit des pertes matérielles considérables résultant de la mise à l'arrêt des activités économiques

et de la restriction de la circulation des personnes dans le monde". Pour faire face à la situation née de la pandémie, M. Djerad a appelé à la nécessaire consolidation de la solidarité continentale et mondiale et "à unifier nos efforts communs, tout en mobilisant aussi bien nos potentiels et nos moyens, pour faire face à cette pandémie et limiter ses effets". "Nous nous réunissons aujourd'hui avec l'espoir que la crise de la Covid-19, qui a touché l'humanité entière, soit surmontée à la faveur du début des vaccinations contre cette pandémie dans de nombreux pays du monde. Notre souhait est que notre continent puisse assurer à nos pays des vaccins de manière équitable pour endiguer sa propagation et mettre en place une stratégie pour la phase de reprise économique post-épidémie", a ajouté le Premier ministre. Il a, à cet égard, insisté sur "la nécessité

de renforcer la solidarité internationale dans la distribution des vaccins et d'éviter que ces processus n'obéissent à des considérations nationalistes qui empêcheraient les pays pauvres d'accéder aux vaccins et éterniseraient ainsi la crise". Dans ce contexte, M. Djerad a mis en avant l'initiative de "Plateforme africaine de fournitures médicales", lancée en mai 2020 comme mécanisme de mise en commun des achats au profit de tous les Etats membres pour assurer l'acquisition des fournitures médicales essentielles, ainsi que le Fonds de l'Union Africaine créé pour le financement des efforts de lutte contre l'épidémie, auquel l'Algérie s'est empressé de contribuer à hauteur de deux (2) millions de dollars, en plus des aides alimentaires et des équipements médicaux fournis au niveau bilatéral". **L.M**

Découpage administratif, nouvelles wilayas et décentralisation : Les éternels chantiers !

Le ministre de l'Intérieur promet «un profond toilettage des textes régissant les collectivités locales pour les mettre en conformité avec l'article 37 de la nouvelle Constitution». Le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, annonce un nouveau découpage administratif. Répondant, jeudi dernier au Sénat, à une question orale concernant le retard dans la promotion de dix wilayas déléguées au rang de wilaya, dont la date limite était fixée au 31 décembre 2020, le ministre avance l'argument de la crise sanitaire. «Il est clair que toutes les conditions sont réunies pour l'accession des circonscrip-

tions administratives concernées par la promotion en wilayas déléguées, cependant, les conditions sanitaires particulières que connaît le pays du fait de la pandémie du nouveau coronavirus, à l'instar du reste du monde, ont eu un impact négatif sur le déroulement de l'opération, ce qui a empêché l'achèvement des procédures d'installation de ces nouvelles wilayas», affirme-t-il. Poursuivant, Kamel Beldjoud souligne «l'engagement de l'Etat envers ces collectivités locales». Il met l'accent sur la nécessité d'«une réforme globale de l'organisation territoriale et de la gestion administrative». Ces

réformes, indique-t-il, «devront déterminer, et de manière précise, les compétences de l'Etat et des Collectivités locales». Selon lui, «la promotion des circonscriptions administratives dans le Sud vient concrétiser les engagements de l'Etat dans la prise en charge des préoccupations légitimes de la population de cette région». Qualifiant cette expérience de «positive», le ministre estime que «cette promotion est à même aussi de donner un nouveau souffle à l'économie et au développement des territoires, dans le cadre d'une feuille de route bien ficelée, progressive et au diapason des recommandations du Plan national

d'aménagement du territoire». «Pour les besoins de la promotion de ces circonscriptions, il a été procédé à la création d'une commission conjointe chargée de l'aménagement des structures, de l'élaboration des documents techniques et du recensement des biens publics, des structures sécuritaires et des ressources humaines», explique-t-il. Le ministre annonce aussi une nouvelle révision des lois sur la commune et la wilaya. «Cette révision vise la consécration d'une série de nouvelles dispositions, par rapport aux textes en vigueur, relatives notamment à l'encadrement de la gouvernance et à la gestion

de l'administration territoriale, de la fiscalité locale et de la ville, tout en mettant un terme au chevauchement des compétences et en définissant les champs d'intervention de chaque collectivité locale», dit-il. Pour rappel, les annonces concernant le nouveau découpage administratif, la décentralisation, la révision de la fiscalité locale ne datent pas d'aujourd'hui. Le débat sur ces questions est itératif. Pratiquement chaque gouvernement qui arrive pose la problématique. Durant les dernières années, il y a même eu des rencontres gouvernement-walis qui ont été spécialement dédiées à ce sujet.

Yasmina Khadra dénonce une "campagne calomnieuse de l'écrivain marocain Tahar Bendjelloun"

Le romancier algérien à grand succès Khadra, sur un plateau de la télévision française, la campagne calomnieuse menée contre lui depuis une vingtaine d'années par l'écrivain marocain Tahar Bendjelloun. Invité à présenter ses nouvelles parutions, Yasmina Khadra, Mohamed Moulessehoul de son vrai nom, est revenu sur son choix de prendre un nom d'emprunt et a dénoncé la "campagne menée contre lui par l'écrivain marocain Tahar Bendjelloun et les innombrables diffamations et élucubrations chimériques l'accusant de ne pas écrire lui-même ses livres". Yasmina Khadra a déploré ces pratiques qui l'ont "exclut des institutions

littéraires françaises", citant pour exemple son dernier roman, "Le sel de tous les oublis", sorti en 2020, et qui a été "boycotté par de nombreux médias français". L'auteur a précisé qu'il a choisi de dénoncer ces "basses pratiques" pour "rassurer ses lecteurs et les libraires qui ont toujours défendu son travail". Le romancier algérien a présenté lors de cette émission la version graphique de son roman "Dieu n'habite pas la Havane" et du livre d'entretiens avec Catherine Lalanne, "Le baiser et la morsure". Né en 1955 à Kenadsa, Yasmina Khadra, a publié ses premiers recueils de nouvelles, "Amen" et "Houria" en 1984. Il est d'abord connu pour sa trilogie sur les an-

nées de violence terroriste en Algérie composée des romans "Morituri" (1997), "Les agneaux du seigneur" (1998) et "A quoi rêvent les loups" (1999). Il est l'auteur d'une trentaine de romans, traduits pour la plupart dans de nombreuses langues, dont "Ce que le jour doit à la nuit" (2008), "L'Olympe des infortunes" (2010), "Les anges meurent de nos blessures" (2013), ou encore "L'outrage fait à Sarah Ikker" (2019). Certaines de ses œuvres ont été portées à l'écran comme "Morituri", "L'attentat" et "Ce que le jour doit à la nuit" alors que "Les hirondelles de Kaboul" a été adapté en film d'animation.

T.K

Exploitation de 2 milliards M3 d'eaux épurées/an dans l'irrigation agricole à l'horizon 2030

Le ministère des Ressources en eau ambitionne l'exploitation d'un volume de deux milliards de M3 d'eaux épurées/an, dans l'irrigation agricole, à l'horizon 2030, a indiqué samedi à Blida son secrétaire général, Mustapha Kamel Mihoubi. Dans une déclaration à l'APS, en marge d'une journée d'information sur la "situation des ressources en eau, à Blida et état d'exécution du programme local de développement de l'irrigation", M. Mihoubi a fait part de l'ambition du ministère de tutelle, dans le cadre de la stratégie d'exploitation des eaux

non-conventionnelles, de "relever le volume des eaux épurées exploitées dans l'irrigation agricole, estimé à 450 millions M3/an, actuellement, pour le porter à deux milliards M3/an, à l'horizon 2030", a-t-il dit. Il a souligné, en outre, que "la nouvelle stratégie du secteur est axée sur l'exploitation des eaux non-conventionnelles, tant dans l'alimentation en eau potable (AEP), que l'irrigation agricole, particulièrement au vu de la baisse enregistrée dans les eaux de pluies, ces dernières années, en raison des changements climatiques", a-t-il observé. Selon M. Mi-

houbi, le secteur des ressources en eau compte 200 stations d'épuration des eaux usées à l'échelle nationale, "mais celles-ci sont sous-exploitées", a-t-il déploré, expliquant ce fait par l'existence de nombreuses contraintes, à leur tête "le retard du raccordement de certaines stations au réseau d'assainissement à cause des oppositions exprimées par certains propriétaires terriens au passage des conduites sur leurs terres, outre le gel d'un nombre de projets pour non disponibilité d'enveloppes financières", a-t-il fait savoir.

Ministère de l'Education

Retour des élèves aux bancs de l'école à partir d'aujourd'hui

Le ministère de l'Education nationale a affirmé dans un communiqué que le retour des élèves aux bancs de l'école sera à partir de dimanche, après la fin des vacances scolaires de l'hiver 2020-2021 (du 28 janvier au 06 février). Le ministère a en outre qualifié de "fausses informations" ce qui est relayé sur les réseaux sociaux concernant la prolongation de la période des vacances scolaires 2020-2021, et réfuté catégoriquement ce genre de nouvelles en affirmant que le retour des élèves aux bancs de l'école sera à partir du dimanche 07 février 2021. Le ministère a par ailleurs appelé à la nécessité de s'assurer de la véracité de toute publication ou article avant de publier de telles informations, en consultant périodiquement le site web officiel du ministère ainsi que ses pages officielles sur les réseaux sociaux (Facebook et Tweeter), appelant tout un chacun à faire montre de vigilance et à puiser les informations correctes de leurs sources officielles.

M.L

COMMUNICATION

Des réformes inclusives pour une communication "crédible" et "responsable"

Des réformes "inclusives" visant une révision globale et participative des textes législatifs et réglementaires du secteur de la communication ont été entamées pour répondre aux ambitions du citoyen en terme de communication "crédible, libre et responsable", a indiqué samedi le ministère de la Communication dans son bilan d'activités de l'exercice 2020. En adéquation avec les 54 engagements électoraux du président de la République pour une "presse libre, plurielle, indépendante et respectueuse des règles de professionnalisme, de l'éthique et de la déontologie", le ministère de la Communication a engagé des réformes qui concernent "la régulation des médias électroniques et de la publicité". Des initiatives qui visent à mettre fin aux "tentatives de fragmentation de la société algérienne", notamment à travers l'utilisation des réseaux sociaux, souligne la même source. Parmi les actions réalisées en 2020, un décret exécutif a vu le jour fixant les modalités d'exercice de l'activité d'information en ligne et la diffusion de mises au point ou rectifications sur le site électronique. Ce décret qui donne une assise juridique aux médias électroniques, et qui était attendu par les patrons qui souhaitent obtenir la reconnaissance de leur service d'information en ligne, exige de ces derniers le dépôt d'une déclaration

préalable auprès des autorités habilitées, selon le ministère qui ajoute que l'activité d'information en ligne "doit d'être exclusivement domiciliée, physiquement et logiquement en Algérie, avec une extension du nom de domaine +dz+". Un autre décret exécutif concernant l'établissement public de télédiffusion (TDA) a été modifié en 2020, permettant de "conclure, après accord du ministre la Communication, tout contrat commercial à titre onéreux pour la diffusion directe par satellite des programmes de chaînes audiovisuelles dont les régies finales de diffusion sont établies en dehors du territoire national". "La modification de ce décret est liée au lancement du satellite ALCOMSAT-1 de l'Agence Spatiale Algérienne (ASAL) car la diffusion des chaînes étrangères par le satellite ALCOMSAT-1, nécessite un cadre juridique approprié", ajoute le bilan. Pour ce qui est de la commission chargée de délivrer la carte nationale de journaliste professionnel, le ministère a affirmé avoir "engagé la procédure prévoyant la modification de ce décret afin de mettre en place la commission permanente chargée de délivrer la carte nationale du journaliste professionnel et ce, par l'organisation d'élections permettant d'élire les journalistes et les directeurs des médias devant siéger au sein de cette commission". Le ministère de la Communica-

tion a également lancé un appel à candidature "pour l'octroi d'autorisations de création de service de diffusion télévisuelle thématique". Ce projet d'arrêté "précisera le nombre de services de diffusion télévisuelle thématiques, les capacités et les spécifications techniques de diffusion. Il définit, également, les documents à fournir pour la candidature", note la même source, soulignant que cet appel à candidature concerne l'attribution d'autorisations à 24 chaînes de télévision thématiques sur le satellite Alcom sat-1. Un nombre qui est amené à être revu à la hausse, compte tenu de la disponibilité des infrastructures techniques de diffusion, est-il souligné. Pour le secteur de la publicité, le ministère de la Communication a initié un avant-projet de loi afin d'organiser les activités y afférentes et de fixer les règles relatives à son exercice. En sus, le secteur a également initié un avant-projet de loi relative au sondage, qui est en cours de finalisation. Trois nouvelles chaînes dédiées à la famille, à la promotion du savoir et à l'histoire, à savoir (TV6, TV7 "El Maarifa" et TV8 "ADHAKIRA"), ont enrichi le paysage médiatique audiovisuel en 2020. Le ministère a aussi lancé le déploiement de la radio numérique terrestre (RNT) qui doit prendre en charge les futures chaînes radios autorisées. Cette technologie numérique a comme avantage

la diffusion d'un très grand nombre de chaînes (9 à 18 radios par fréquence) comparativement à la FM avec une meilleure qualité d'écoute et des services à valeur ajoutée (insertion d'image, info trafic, etc.), selon le bilan du ministère de la Communication. La lutte contre la pandémie de la Covid-19 qui a marqué l'année 2020, a, par ailleurs, mis les organes et entreprises de presse sur le pied de guerre, dès mars 2020, pour accompagner les efforts des hautes autorités du pays dans leur lutte contre la propagation de ce virus à travers notamment, la sensibilisation, la médiatisation et la prévention. Face à cette situation, le ministère de la Communication a mis à contribution l'ensemble de ses structures, établissements et entreprises afin d'assurer une communication pérenne et accessible qui vise à informer le citoyen en temps réel de la situation relative à la pandémie de et à parer à la désinformation et au discours jugé "alarmiste" véhiculé par certains médias. Un plan de communication institutionnelle basée notamment sur la couverture médiatique du point de presse quotidien en relation avec le Covid-19 a été également mis en œuvre avec l'élaboration d'une liste des personnes qualifiées et habilitées à intervenir à travers les médias, tous supports confondus.

A.Z

L'expérience de l'épidémie de Covid-19, thème de l'édition 2021 du Concours national de composition épistolaire pour enfants



Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé samedi dans un communiqué l'organisation, en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, du Concours national de composition épistolaire pour enfants (édition 2021) avec pour thème "Raconte ton expérience de l'épidémie de Covid-19 dans une lettre à un membre de ta famille". Le Concours national de composition épistolaire ouverts aux enfants de 9 à 15 ans, qui s'inscrit dans le cadre de la préparation de la participation de l'Algérie au Concours international de composition épistolaire pour enfants, organisé par l'Union postale universelle (UPU), se veut un excellent moyen pour développer les capacités d'écriture chez les enfants et mettre en avant le rôle social et éducatif de la Poste dans notre vie. Les enfants désireux participer à ce concours doivent rédiger leur lettre dans une des deux langues nationales, arabe ou tamazight. La composition doit comporter des informations sur son auteur (nom et prénom, date et lieu de naissance, niveau scolaire et nom de l'établissement d'enseignement), la date, le destinataire, l'appel, le corps de la lettre, la formule de salutation et la signature. Chaque candidat ne peut participer qu'avec une seule composition et doit strictement s'en tenir au thème de l'édition et respecter le nombre de

mots autorisés (800 mots).

En ce qui concerne le déroulement du concours, le communiqué du ministère a indiqué que les compositions seront déposées entre le 10 février et le 10 mars prochain au niveau des établissements scolaires ou des bureaux de poste, ajoutant que les candidats peuvent mettre la composition dans une enveloppe postale scellée portant l'adresse suivante : "M. le directeur de la Poste et des Télécommunications", tout en mentionnant la wilaya concernée et en ajoutant : "concours national de composition épistolaire", ou l'envoyer par e-mail à l'adresse électronique suivante rissalati2021@mpt.gov.dz en scannant en couleur la composition manuscrite. Les compositions épistolaires seront sélectionnées en trois étapes : au niveau de la wilaya, puis régional et enfin national. Les meilleures compositions seront sélectionnées aux niveaux régional et national sur la base de la réécriture de la composition par l'enfant sous la supervision du jury, en attendant l'annonce de la liste des lauréats au niveau national le jeudi 15 avril 2021, la veille de la célébration de la Journée du Savoir. La meilleure composition épistolaire au niveau national sera envoyée au Bureau international de l'Union postale universelle (UPU), T.

Algérie-Tunisie

Coup d'envoi d'une caravane médicale à destination de Sakiet Sidi Youcef en Tunisie

Une caravane médicale composée de moyens de lutte contre la Covid-19 à destination de la ville de Sakiet Sidi Youcef en Tunisie a démarré samedi à partir d'Alger en présence du secrétaire général du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelhak Saihi, et de l'ambassadeur tunisien en Algérie, Ramdhane Al-Fayedh, et ce dans le cadre de la commémoration du 63e anniversaire des massacres de Sakiet Sidi Youcef. Cette opération qui concerne un don de onze (11) tonnes en médicaments et moyens de lutte contre la pandémie de Covid-19 au profit de la ville de Sakiet Sidi Youcef, a été décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a déclaré M. Saihi, qui a donné, en compagnie de l'ambassadeur tunisien, le coup d'envoi, à partir de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), de la caravane composée de deux camions transportant des médicaments et des équipements médicaux. Ce don intervient en commémoration du 63e anniversaire du massacre de Sakiet Sidi Youcef où le sang des deux peuples s'est mélangé, rappelle M. Saihi, ajoutant que par ce geste de solidarité, l'Algérie exprime sa volonté de "rester toujours fidèle au peuple tunisien frère". De son côté, l'ambassadeur de Tunisie en Algérie a estimé que ce qui s'est passé, il y a 63 ans à Sakiet Sidi Youcef, "quoi que douloureux, fait perdurer un sentiment commun entre les Algériens et les Tunisiens", et représente aussi une "étape importante entre nos deux pays". "Les événements de Sakiet Sidi Youcef restent un symbole qui va pousser nos deux pays à travailler ensemble pour améliorer davantage leurs relations de coopération en vue de concrétiser un partenariat stratégique", souligne Ramdhane Al-Fayedh. Il a considéré que la région de Sidi Youcef et la bande frontalière algéro-tunisienne "seront l'une des plus importantes étapes de la mise en place de cette stratégie dans le but de développer la région et d'assurer la sécurité et la stabilité des deux peuples". L'ambassadeur a tenu également à remercier le président Tebboune et les autorités algériennes pour cette aide médicale destinée à Sakiet Sidi Youcef en particulier et à la Tunisie en général.

M.L

M. Djerad représente le Président Tebboune au sommet de l'Union africaine

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad prendra part en qualité de représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la 34e session ordinaire du sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA), qui se tiendront par visio-conférence. "Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, prendra part par visio-conférence en qualité de représentant du Président de la République, à la 34e session des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA, dont les travaux se dérouleront, les 6 et 7 février courant, sous le thème : "arts, culture et patrimoine : des leviers pour construire l'Afrique que nous voulons", lit-on dans le communiqué des services du Premier ministre.

M.L

La consommation énergétique nationale a augmenté de 59% en dix ans

La consommation énergétique nationale a augmenté de 59% entre 2010 et 2019, selon une évaluation réalisée par le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'Efficacité énergétique (CEREFÉ). "L'évaluation presque à mi-parcours (2010-2019) de l'impact du programme national de l'efficacité énergétique sur la réduction de la facture énergétique nationale, montre que la consommation finale d'énergie continue de suivre une tendance haussière avec une moyenne annuelle de 5% et que l'évolution de la consommation finale d'énergie sur la même période (2010-2019) a enregistré une forte hausse de 59%", précise la même source. Selon le CEREFÉ, la consommation finale d'énergie est passée de 31,6 millions tonnes équivalent pétrole (TEP) en 2010 à 50,4 millions TEP en 2019, soit une augmentation de 18,7 millions TEP

par rapport à 2010. Le Commissariat rappelle, dans ce cadre, que le programme national de l'efficacité énergétique adopté par le gouvernement en 2011 puis actualisé en 2015 visait globalement la réduction de la consommation énergétique de 9% à l'horizon 2030, en agissant sur l'ensemble des secteurs de consommation ayant un impact significatif sur la demande d'énergie, notamment le transport, le bâtiment et l'industrie.

410 millions TEP consommés au cours des dix dernières années

Cependant, "l'examen des bilans énergétiques nationaux réalisés par le ministère de l'Energie entre 2010 et 2019 quant à la consommation finale d'énergie, fait ressortir qu'un total de 410 millions TEP ont été consommés au cours des dix dernières années, dont 90

millions TEP dans l'industrie et BTP (Bâtiment et Travaux publics), soit 22% de la consommation globale, 142 millions TEP dans les transports, soit 35% et 177 millions TEP dans le résidentiel et le tertiaire, soit 43%", a fait remarquer le Commissariat. Cette consommation, explique-t-il, est tirée essentiellement par le secteur résidentiel et tertiaire dont la consommation a presque doublé en enregistrant une augmentation de 11,1 millions TEP (soit +89,5%), suivi par le secteur des transports dont la consommation a augmenté de 4,2 millions TEP (soit +37,4%) et le secteur de l'industrie et BTP avec une augmentation de 3,2 millions TEP (soit +40,2%). Quant à la structure de la consommation nationale d'énergie par produit durant la dernière décennie (2010-2019), le rapport d'évaluation du CEREFÉ indique qu'elle comprend 148 millions

TEP en produits liquides (essentiellement des produits pétroliers), soit 36%, 144 millions TEP en produits gazeux, sous forme de gaz naturel et GPL, soit 35% et enfin 116 millions TEP consommés pour produire de l'électricité, soit 29%. S'agissant de l'évolution de la consommation finale d'énergie pour les produits liquides (produits pétroliers), elle est passée de 12,3 millions TEP en 2010 à 16,2 millions TEP en 2019, soit une croissance de 32%. La consommation sous forme d'électricité est passée, quant à elle, de 8,6 millions TEP en 2010 à 14,3 millions TEP en 2019, soit une augmentation de 66%. Convertie en térawattheure, la consommation d'électricité est passée de 33,5 térawattheure en 2010 à 62,2 térawattheure en 2019, avec une consommation cumulée de 478 térawattheure au cours de la dernière décennie, avance la même

source. Pour ce qui est des produits gazeux, la consommation a "presque doublé" avec un total de 144 millions TEP, soit une croissance de 90% entre 2010 et 2019. Sur ce point, le Commissariat note que la consommation directe de gaz naturel a plus que doublé (112%), en passant de 8 millions TEP en 2010 à 17 millions TEP en 2019, avec un total de 120 millions TEP, alors que la consommation de GPL a passée de 2,3 millions TEP en 2010 à 2,8 millions TEP en 2019, avec un total décennal de 24 millions TEP. "La consommation de GPL a connu une forte croissance depuis 2017, avec 5,2% en 2017, 10,8% en 2018 et 9,7% en 2019 en raison de l'augmentation des prix des carburants liquides, essence et gasoil, et des mesures d'encouragements accordées à l'installation des kits GPL", soutient la même source.

A.Z

Salon national de l'artisanat et des métiers à Constantine : engouement pour les bijoux et habits amazighs

Les bijoux et habits traditionnels et modernes amazighs exposés au Salon national de l'artisanat et des métiers, organisé à la ville Ali Mendjeli (Constantine), ont suscité l'engouement de la gent féminine, a-t-on constaté samedi. Cette manifestation artisanale et artistique, ouverte depuis la mi-janvier dernier à l'occasion de la célébration de la fête de Yennayer, continue d'enregistrer une forte affluence de femmes, en particulier des femmes au foyer, des étudiantes issues de différentes universités et résidences mitoyennes et des stagiaires des centres et instituts de formation professionnelle. Dans ce contexte, Mahmoud Assous, artisan de la wilaya de Tizi Ouzou, activant dans le domaine de fabrication des bijoux kabyles, confectionnés à base d'argent et de corail, a indiqué à l'APS que cette manifestation demeure "une opportunité pour le public constantinois de découvrir le riche patrimoine traditionnel amazigh". L'artisan qui exerce ce métier depuis 15 ans dans son entreprise artisanale, implantée dans la commune d'Ain Hammam (Tizi Ouzou), a souligné l'importance de préserver

et de valoriser le patrimoine artisanal, notamment amazigh, au profit des générations futures à travers l'organisation de ce genre de manifestations et de stages de formation en faveur des jeunes porteurs de projets dans ce créneau. "Notre entreprise organise des sessions de formation en faveur des jeunes désireux acquérir des connaissances liées à ce métier hérité de père en fils", a fait savoir l'artisan, soulignant qu'une vingtaine de personnes de la même région ont été initiées ces dernières années aux différentes aptitudes et techniques de confection des bijoux kabyles. Parmi les exposants à ce Salon auquel participent une cinquantaine d'artisans de diverses wilayas du pays, à l'instar des régions de Boumerdès, M'sila, Bejaïa et Alger, Hamza Messelam, spécialiste dans le travail de la poterie de Bouira, a salué cette initiative, affirmant que "l'enrichissement et l'échange de connaissances entre les professionnels des métiers artisanaux à travers l'organisation de cet événement culturel a pour but principal d'améliorer et de promouvoir la qualité du produit". Pour sa part, Ali Rais, président de la Cham-

bre de l'artisanat et des métiers (CAM), organisatrice de cette initiative, a réitéré la volonté et l'engagement de l'Etat à "soutenir et à continuer à aider tous les artisans, afin de dynamiser et de relancer l'activité artisanale aussi bien à l'échelle locale que celle nationale". Il a ajouté que "l'événement a vise à encourager les jeunes talents, notamment dans le domaine des métiers manuels, tout en faisant connaître les produits du terroir, en offrant aux artisans un espace d'exposition et cela afin de faciliter la commercialisation de leurs productions". Tenue en collaboration avec la direction du Tourisme et de l'Artisanat (DTA) et les associations "El Asfar" du tourisme et de l'artisanat et "El Khayma" pour le patrimoine et le tourisme, la manifestation à caractère commercial a fait la part belle aux produits du terroir, tels que l'olive, l'huile d'olive, le miel et la figue sèche, outre les habits traditionnels, la céramique et les produits de beauté, réalisés à base d'ingrédients naturels ainsi que les plantes médicinales et produits végétaux.

AMEL.L

CEREFÉ : Instaurer "en urgence" un modèle énergétique sobre et durable

L'Algérie doit instaurer "en urgence" un modèle énergétique sobre et durable, permettant une optimisation accrue de la consommation interne et une intégration importante des énergies renouvelables, a indiqué le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'Efficacité énergétique (CEREFÉ) dans un nouveau rapport. "A la lumière de la première évaluation qui montre que notre pays a épuisé entre 2010 et 2019, un peu plus que 230 milliards de mètres cubes de gaz naturel (consommation directe et sous forme d'électricité), 148 millions TEP de produits pétroliers (essence et gasoil) et 20 millions tonnes de GPL, avec une croissance moyenne annuelle de 5%, il devient plus qu'urgent de tout mettre en œuvre afin d'instaurer un modèle énergétique durable et sobre en ressources", souligne le CEREFÉ dans son rapport consacré à l'évolution de la consom-

mation énergétique nationale au cours des dix dernières années. L'analyse du Commissariat fait ressortir que le secteur du transport a mobilisé à lui seul 142 millions TEP entre 2010 et 2019, soit une facture énergétique supérieure à celle globalement allouée à la production d'électricité (116 millions TEP). Plus encore, le rapport indique qu'en faisant un recoupement entre les statistiques de consommation faites par secteur (142 millions TEP pour le transport) et par produit (148 millions TEP pour les produits liquides), on peut comprendre qu'il est essentiellement question de transport routier qui utilise exclusivement les combustibles liquides (essence, gasoil). Partant de ce constat, le Commissariat souligne que plusieurs voies s'offrent à l'Algérie afin de réorganiser de manière rationnelle le monde du transport et l'adapter aux exigences d'une efficacité énergétique devenue incon-

turnable pour de multiples raisons dont la sécurité de l'approvisionnement et la protection de l'environnement. S'agissant du secteur industriel et BTP qui ne représente que 22% de la consommation énergétique totale au cours des dix dernières années (90 millions TEP), le Commissariat relève que celui-ci peut contribuer à une économie substantielle quant à sa demande énergétique, en l'encourageant à devenir lui-même auto-producteur à travers le déploiement de ses propres moyens de production à base de ressources renouvelables. Le Commissariat ajoute que sur un autre plan et selon les procédés industriels, "toutes les possibilités permettant la cogénération devraient être saisies, afin d'en tirer profit de manière directe (recyclage de l'énergie récupérée dans le processus lui-même) ou indirecte (chauffage des locaux ou de l'eau sanitaire)".

Secteur de la Pêche Amélioration des emplois et de la flotte en 2019 (ONS)

Le nombre de la population activant dans le secteur national de la pêche, emplois directs et indirects, de même que la flotte du secteur, ont connu des améliorations durant l'année 2019 par rapport à 2018, selon les données consolidées de l'Office national des statistiques (ONS). La population activant dans le secteur de la pêche s'est élevée à 122.509 emplois en 2019, dont près de 48% considérés comme des emplois directs, affichant une croissance de 5,9% par rapport à l'année de comparaison d'avant, selon le bilan de l'Office. La ventilation de la population maritime fait ressortir une dominance des emplois directs avec 58.545 emplois, soit 47,8 de la totalité de la population activant dans ce secteur, en hausse de 4,2%. Ces emplois directs sont composés de 49.903 marins pêcheurs, soit plus de 85% du chiffre global des emplois du secteur de la pêche, (en hausse +3,6%), 5.911 patrons côtiers (+10,5%) et 2.731 mécaniciens (+1,2%). Les emplois indirects ont totalisé 63.964 postes, soit plus de 52% du total des postes d'emploi, en hausse de 7,6%, ajoutent les données de l'ONS. La répartition des inscrits maritimes par wilaya fait ressortir Mostaganem et Tipaza avec près de 13% chacune du total des emplois directs. Par catégorie professionnelle, le nombre le plus élevé de marins est enregistré dans la wilaya de Tipaza avec 6.435 travailleurs, suivie par Mostaganem (6.205), Ain Temouchent (5.862) et Annaba avec 5.437 marins. Quant aux patrons côtiers, la wilaya de Mostaganem compte le nombre le plus important avec 825 patrons suivie par Jijel (644), El Taref (566) et Tipaza (562).

Flottille: croissance positive

En 2019, la flottille de pêche nationale a atteint 5.793 navires de pêche contre 5.617 unités en 2018, en hausse de 3,1%, selon l'Office. Cette flottille est constituée de 1.660 sardiniers (en hausse de 21,6% par rapport à 2018), de 3.550 petits métiers (en baisse de 3,3%), de 550 chalutiers, en baisse de 0,2%, de 24 thoniers (en hausse de 26,3%) et de neuf (9) corailleurs (stagnation). L'ONS relève, d'après les principaux indicateurs du secteur de la pêche, que 44,4% de cette flotte sont des navires inactifs, ce qui a eu un impact direct sur la production. Cette flottille est caractérisée par la prédominance des unités ayant une longueur de moins de 6 mètres, avec 43,8% du total, les navires dépassant les 12 mètres (28,1%), alors que les navires qui dépassent ou égalent à une longueur de 24 mètres ne représentent que 1,7% du total de la flotte. La répartition de la flotte de pêche nationale par wilaya côtière révèle que Tipaza s'empare de la plus grande part avec 866 navires de pêche, soit près de 15% de la flottille nationale, suivie par Annaba avec (629 unités), Skikda (548), Boumerdes (539) et Chlef avec 447 unités. Quant à la répartition par port, elle indique que le port d'Annaba compte le plus grand nombre soit 535 navires, suivi par les ports de Ténès et Bouharoune avec respectivement 447 et 333 navires. Par type de métiers, le port de Ghazaouet se démarque avec 80 chalutiers, suivi des ports de Bouzedjar (Ain Temouchent), Annaba et Mostaganem avec 44 chalutiers pour chaque port et 43 chalutiers pour celui de Cherchell. Pour ce qui est des sardiniers, les ports de Annaba, Sidi Lakhdar (Mostaganem) et Ténès (Chlef) se sont positionnés au premier rang avec respectivement 129,109 et 104 sardiniers. S'agissant des petits métiers, les ports de Annaba, Ténès et Bouharoune se distinguent respectivement avec 356, 312 et 209 unités, soit plus de 24% du total des petits métiers.

M.M

AUTOMOBILE

Une réunion internationale sur l'avenir du travail dans le secteur du 15 au 19 février

L'Organisation internationale du travail organisera, du 15 au 19 février prochain à Genève, une réunion technique sur l'avenir du travail dans le secteur automobile et sur la nécessité d'investir dans le potentiel humain et dans le travail décent, a-t-elle annoncé dans un communiqué publié sur son site web. La réunion abordera les besoins futurs de compétences, de formation et d'enseignement professionnels dans l'industrie automobile. En prévision de cette rencontre, le Bureau international du travail (BIT) a établi un document d'orientation pour servir de base aux discussions des intervenants. Le document en question aborde les défis et les opportunités auxquels est confrontée l'industrie automobile. Il décrit les défis et les perspectives pour le travail décent et durable en termes d'emploi, de compétences et d'apprentissage tout au long de la vie, de protection sociale et de conditions de travail, de principes



et de droits fondamentaux au travail, et de dialogue social. Le document qui comporte un certain nombre de recommandations préalables insiste sur la garantie d'une transition juste vers un avenir du travail qui contribue au développement durable dans ses dimensions économique, sociale et environnementale. Les auteurs du document insistent à ce titre sur la nécessité de promouvoir l'acqui-

sition de compétences, d'aptitudes et de qualifications en faveur de tous les travailleurs tout au long de la vie active, en tant que responsabilité partagée entre les gouvernements et les partenaires sociaux pour remédier aux déficits en la matière. Il s'agit également de reconsidérer les programmes de la formation professionnelle en accordant une attention particulière à l'adapta-

tion des systèmes d'éducation et de formation aux besoins du marché du travail, en tenant compte de l'évolution de cette industrie qui a connu un grand changement dont les avancées techniques et technologiques dans la fabrication automobile. Evoquant les volets de la santé et de la protection sociale des travailleurs du secteur automobile, les auteurs du document notent que l'industrie automobile demeure une industrie dangereuse malgré des améliorations notables au cours de son histoire. A ce titre, ils se réfèrent aux données du Bureau des statistiques du travail des Etats-Unis qui affirment que, pour 100 travailleurs employés à plein temps dans la fabrication de véhicules à moteur, 6,3 ont été victimes d'une forme ou d'une autre d'accidents du travail ou de maladies professionnelles non mortels. "Le taux des incidents pour ce secteur d'activité était beaucoup plus élevé que celui signalé par d'autres secteurs dangereux tels que le secteur minier ou celui de

la fabrication de produits chimiques de base, dont les taux des incidents s'élevaient à 2,3 et 1,3 pour 100 travailleurs, respectivement", conclut la même source. Le taux d'accidents élevé dans ce secteur peut s'expliquer par plusieurs raisons, poursuit le document, expliquant que les travailleurs de l'industrie automobile sont exposés à de nombreux facteurs de risque, parmi lesquels les conditions ergonomiques, le risque d'être frappé ou coincé entre des objets, les glissades, trébuchements et chutes, l'exposition au bruit, aux vibrations, au feu et à d'autres facteurs de risque, ainsi que les substances dangereuses. La bonne nouvelle pour le secteur est que l'industrie automobile et de la numérisation croissante fera qu'un nombre croissant de tâches dangereuses pourront, à l'avenir, être accomplies par des robots et commandées à distance.

AMINE.R

INVESTISSEMENT

Récupération de 169 assiettes foncières non exploitées à Bouira

Au total, 169 assiettes foncières non exploitées par les investisseurs, d'une superficie globale de 38,19 hectares, ont été récupérées, depuis février 2020 à Bouira, a indiqué le wali Lekhal Ayat Abdeslam. S'exprimant lors d'une rencontre, qui a regroupé une centaine d'investisseurs de la wilaya, le chef de l'exécutif local a signalé que "l'opération d'assainissement du foncier industriel, nous a permis de récupérer 169 assiettes foncières d'une superficie de 38,19 hectares relevant de zones industrielles et de zones d'activités". Ces assiettes qui "ne sont pas exploitées par les investisseurs précédents, seront réattribuées aux vrais porteurs de projets, afin de tenter de booster l'économie locale et nationale", a-t-il expliqué. Au cours de cette rencontre, organisée à la maison de la culture Ali Zaâmoum de la ville de Bouira, pour tenter d'aplanir toutes les difficultés freinant le cours des investissements au niveau local, ce même responsable a ajouté que 45 autres assiettes foncières sont en cours de récupération et ce via des dossiers introduits en justice. "Nous avons égale-

ment 45 autres assiettes foncières d'une superficie de 31,50 hectares, qui sont en cours de récupération. Le tribunal administratif a validé les dossiers pour récupérer ces assiettes dans les prochains jours", a assuré le chef de l'exécutif. Ces procédures ont pour objectif de relancer l'investissement industriel et agricole dans cette wilaya qui dispose d'importantes potentialités, rappelle-t-on. "Nous avons installé en avril dernier, une cellule d'écoute et d'accompagnement des investisseurs au niveau de la wilaya. Cette cellule a reçu 250 plaintes ou requêtes d'investisseurs", a expliqué M. Lekhal Ayat Abdeslam. "Toutes ces requêtes sont examinées pour aplanir les difficultés que rencontrent les investisseurs dans la réalisation de leurs projets. Nous sommes à leur écoute, et nous sommes là pour les accompagner et les orienter afin qu'ils puissent répondre aux besoins de la wilaya", a souligné le même responsable. Bouira est une wilaya carrefour qui renferme d'importantes potentialités agricoles, touristiques et industrielles. "Nous devons valoriser ces

ressources afin de promouvoir l'industrie agroalimentaire ainsi que la fabrication de médicaments et bien d'autres filières industrielles", a-t-il insisté. Le wali a appelé les investisseurs à "s'armer de volonté" pour continuer à réaliser leurs projets notamment au niveau de la zone industrielle de Sidi Khaled à Oued El Bardi ainsi que dans les zones d'activités, afin de créer de l'emploi et de la richesse. L'intervenant a saisi cette occasion pour mettre l'accent sur les efforts considérables consentis par l'Etat pour améliorer le climat des investissements en aménageant des zones industrielles et des zones d'activités. Il a relevé toutefois "quelques carences que nous devrions combler pour poursuivre les efforts de développement enclenchés par les pouvoirs publics", a-t-il dit. Au cours des ateliers de travail ayant marqué cette rencontre, beaucoup d'investisseurs ont soulevé leurs problèmes liés notamment au raccordement de leurs projets aux réseaux d'énergie (gaz, électricité), ainsi qu'au réseau d'eau et d'assainissement.

amine.r

PORTS DE PÊCHE

La SGPP installe des quais flottants pour faire face à la congestion

La Société de gestion des ports de pêche (SGPP), a annoncé avoir procédé à l'installation des appontements (quais) flottants au niveau des 45 ports de pêche et de plaisance, en vue de faire face à une congestion et une forte saturation de leurs plans d'eau. Lancé en début du mois en cours, ce projet consiste en la réalisation de 9.600 mètres linéaires de quai permettant l'accostage de près de 4.000 nouvelles embarcations de pêche et de plaisance, a précisé la même source. Le budget alloué à cette opération qui sera réalisée entièrement par des compétences et capacités locales, en mutualisant les moyens nationaux disponibles (bureaux d'études et entreprises de réalisation), est évalué à un (01) milliard de dinars, a ajouté le communiqué. Cette démarche



constitue une première expérience en Algérie pour la conception et la fabrication de ce genre d'équipement à une échelle industrielle, ce qui a permis une économie en devise de 25 millions d'euros, souligne

la SGPP. Ce projet devrait permettre d'optimiser l'utilisation des espaces des ports existants, correspondant à la construction de six (06) nouveaux ports de pêche pour un budget global d'environ 50 milliards de dinars. En outre, la réalisation de ces ports devrait contribuer à la création de plus de 8.000 nouveaux postes d'emplois. Filiale du Groupe Serport, la SGPP est une entreprise publique économique érigée en société par action (SPA) qui avait entamé ses activités en 2019. Celles-ci sont orientées principalement vers la remise à niveau, la modernisation et le développement des ports de pêche et de plaisance qui lui sont rattachés. La SGPP est présente sur les quatorze (14) wilayas côtières à travers une unité de gestion pour chaque wilaya.

A.Z

Pétrole

Le brut de l'Opep termine la semaine au plus haut niveau depuis un an

Le panier de l'Opep, constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts, dont le Sahara Blend algérien, a terminé la semaine au plus haut niveau depuis un an, dépassant les 58 dollars, selon les données publiées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. "Ce panier de référence de l'OPEP (ORB), introduit en 2005 s'est élevé à 58,25 dollars le baril en fin de semaine, contre 57,72 dollars mercredi dernier", précise la même source. L'ORB avait débuté le mois courant à 55,13 dollars après avoir terminé 2020 en hausse de 6,56 dollars, ou 15,4% en décembre dernier, pour s'établir à 49,17 dollars le baril contre 42,61 dollars en novembre dernier. Pour février, le brut de l'Opep maintient sa tendance haussière dans un contexte d'une progression des prix du brut de référence liés au milieu des signes d'amélioration des fondamentaux du marché pétrolier. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a terminé la semaine en hausse de 50 cents ou 0,84% à Londres par rapport à la clôture de jeudi, à 59,34 dollars. En séance, il avait grimpé à 59,75 dollars mais n'a pu franchir le seuil pré-pandémie des 60 dollars, tandis que le baril américain de WTI pour le mois de mars s'est apprécié dans le même temps de 1,10% ou 62 cents à 56,85 dollars, après avoir atteint 57,09 dollars, au plus haut depuis le 22 janvier 2020. Cette amélioration reste soutenue notamment par les efforts des membres de l'Opep et leurs alliés pour rééquilibrer le marché. Ils avaient affiché lors de la 26ème réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), tenu mercredi dernier, leur optimisme quant à une reprise de l'économie mondiale, et par ricochet celle de la demande de pétrole brut. "Le JMMC a observé que si les perspectives économiques et la demande de pétrole resteraient incertaines dans les mois à venir, le déploiement progressif de vaccin AMINE.Rs dans le monde est un facteur positif pour le reste de l'année, stimulant l'économie mondiale et la demande de pétrole", lit-t-on dans le communiqué final de la réunion.

Caravane de solidarité sanitaire à Biskra : Des cliniques mobiles pour les localités enclavées

Des médecins et des paramédicaux effectueront des consultations médicales gratuites et des tests de dépistage du diabète pour les populations. Affrétée par des associations civiles avec le soutien de la direction de la santé, de la DAS et l'Office des activités des jeunes de Biskra, une caravane de solidarité sanitaire, destinée aux habitants des hameaux enclavés de Sidi Okba et de Zeribet El Oued, a pris le départ vers ces destinations la semaine dernière à partir de l'Unité principale de la Protection civile de Biskra. La caravane est composée de quatre cliniques mobiles, dont les médecins et les paramédicaux effectueront des consultations médicales gratuites et des tests de dépistage du diabète pour les populations d'El Haouch,

Saâda et d'autres zones agropastorales, ainsi que des véhicules chargés de denrées alimentaires, de couvertures, de fauteuils roulants et de médicaments pour les familles démunies et les handicapés, et des équipements et du matériel médical et pharmaceutique, tels que des respirateurs et des moniteurs de surveillance des paramètres vitaux pour les structures hospitalières. «La caravane a aussi pour but de sensibiliser les habitants de ces zones reculées sur les dangers de la Covid-19 et à prévenir l'apparition d'autres maladies contagieuses et invalidantes», ont souligné les organisateurs de cette opération caritative et humanitaire. En marge de celle-ci, le wali de Biskra, Abdallah Abinouar, a félicité les associations activant pour l'amélioration de

la prise en charge des malades et la lutte contre la propagation de la pandémie, et a relevé le dévouement des personnels hospitaliers, soulignant les efforts des pouvoirs publics pour aider les franges vulnérables de la société. «Grâce à la conjugaison des efforts de tous, la situation pandémique à Biskra connaît une stabilisation de bon augure, mais la prudence reste de mise. Pour endiguer définitivement la propagation de ce virus, les mesures de prévention consistant à porter des masques, à respecter la distanciation individuelle et à éviter les rassemblements avec le respect des horaires de confinement sont toujours de mise. Biskra est prête pour recevoir un quota de doses de vaccin anti-Covid. Le personnel médical et paramédical a reçu

une formation pour pratiquer cette vaccination dans les meilleures conditions, les chambres froides sont disponibles pour la conservation des doses et plusieurs centres éparés sur le territoire de la wilaya ont été aménagés pour accueillir les candidats à ce vaccin», a-t-il annoncé. La campagne de vaccination ciblera d'abord le personnel médical et paramédical, les personnes âgées et celles ayant des maladies chroniques avant d'être étendue aux enseignants universitaires et des établissements scolaires, aux imams, aux agents de la Sûreté nationale, aux employés des collectivités et instances locales, aux membres des clubs sportifs et à l'encadrement d'institutions accueillant le public et aux journalistes et correspondants de la presse.

Cité universitaire pour filles Ouled Fayet 2 Une étudiante décède dans l'explosion d'une bouteille de gaz

Une jeune étudiante est décédée samedi à la cité universitaire pour filles d'Ouled Fayet 2 (Alger) dans l'explosion d'une bouteille de gaz, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile d'Alger. "L'incident a eu lieu à 10h37 suite à une explosion d'une bouteille de gaz (camping gaz) causant la décès d'une jeune étudiante (24 ans), originaire de Tiaret", a précisé à l'APS le chargé de communication, le lieutenant Khaled Benkhalallah. "Un incendie s'est également déclaré dans la chambre de la jeune fille", a-t-il ajouté. De leur côté, les services de la Sûreté ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et circonstances de cet incident. Les services de la Protection civile ont transféré le corps sans vie de la victime vers la morgue de l'Hôpital de Douéra.

M.L



Eau potable à Blida/horizon 2030 : hausse de la demande à environ 500 millions de M3

La demande sur l'alimentation en eau potable dans la wilaya de Blida sera d'environ 500 millions de M3 à horizon 2030, ce qui nécessite la mobilisation de ressources non-conventionnelles pour satisfaire les besoins des populations, a révélé samedi le directeur de l'Agence du bassin hydrographique Hodna-Soummam-Alger, Mahdi Agad. Intervenant lors d'une journée d'information sur "situation des ressources en eau à Blida et état d'exécution du programme local de développement de l'irrigation", M. Agad a précisé que les prévisions font état d'une "hausse" de la demande en eau potable qui passera de 302 millions m3/an actuellement à 492 millions

m3/an à horizon 2030. La wilaya de Blida, qui connaît une importante extension urbanistique avec la création de grands pôles d'habitation à l'instar de la ville-nouvelle de Bouinane, Seffaf et Sidi Serhane (à l'est) et qui enregistre une baisse du niveau des eaux souterraines en raison de la faible pluviométrie (la pluie assurant 75% des apports en eau potable), enregistrerait, selon les prévisions, un déficit en alimentation en eau potable estimé à 159 millions de M3 durant les dix prochaines années si l'on ne s'oriente pas vers l'exploitation des eaux non-conventionnelles, a-t-il ajouté. A ce propos, le directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE), Smail Amirouche a exposé lors de cette jour-

née, le projet de la station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Douaouda (Tipasa), qui permettra de produire de l'eau potable non-conventionnelle afin d'alimenter les populations en cette ressource. Selon les explications fournies par M. Amirouche, cette station fournira dans une première phase un volume de 100.000 M3 d'eau/Jour pour 9 communes de l'est de la wilaya. Un autre volume de 200.000 M3 sera destiné pour la wilaya d'Alger. Dans sa deuxième phase, qui interviendra à la réception d'une autre SDEM à Reghaia, l'eau produite par la station de Douaouda sera entièrement réservée à alimenter la wilaya de Blida.

M.L

Des non attributaires de logements sociaux ferment la RN.09 (Bejaia-Sétif)

Des demandeurs de logements sociaux dont les noms n'ont pas figuré dans une liste d'attribution rendue publique par l'Assemblée populaire communale (APC) de Taskriout, à 55 km à l'est de Bejaia, ont obstrué vendredi un tronçon de la RN.09, alors que le président de ladite commune affirme que la liste des bénéficiaires a été "soigneusement et minutieusement" établie. Les contestataires de la liste affichée il y a quelques jours, ont procédé à l'obstruction d'un tronçon de la RN.09 reliant Bejaia à Sétif, imposant de furieux désagréments aux usagers, a-t-on appris de la municipalité. Les ma-

nifestants ont jonché la chaussée d'objets hétéroclites, empêchant tout trafic sur la voie où passent quotidiennement plus de 30.000 véhicules, accablée de surcroît par la paralysie de l'entrée et sortie du tunnel de Kherrata, avoisinant. Sa fermeture jeudi en fin de journée, par les manifestants à la tombée de la nuit, a pris au dépourvu des centaines d'automobilistes et suscité un grand mouvement de panique et de colère, selon la même source. Cette montée au créneau est venue en réaction à l'affichage d'une liste de 40 attributaires de logements sociaux, qui a mécontenté une partie des demandeurs, dont le nombre est estimé à 854 sujets.

Sitôt, la liste des bénéficiaires rendue publique, un mouvement de contestation s'est mis en place. Pourtant, le président de l'APC, Madjid Boudjit, affirme que cette liste a été "soigneusement et minutieusement préparée". Elle a été arrêtée au bout d'une année de travail et de sortie sur le terrain de la commission du logement, composée notamment du chef de daïra, du président de l'APC, du directeur de l'OPGI de Kherrata et du représentant des moudjahidines, a-t-il expliqué. Et d'ajouter: "le choix a été fait en toute connaissance de cause et n'a pris en considération que les plus méritant".

Z.E

Oran Bientôt une commission de wilaya pour un classement local des monuments historiques

La direction de la culture d'Oran s'attèle à l'activation de la commission de wilaya pour un classement local des monuments historiques, dont recèle la capitale de l'ouest du pays, dans le but de les valoriser, a-t-on appris vendredi, de cette direction. La direction de la culture d'Oran entend activer la commission de wilaya de classement local des monuments historiques, un riche patrimoine que recèle la capitale de l'ouest du pays, notamment pour intégrer ces monuments historiques et vestiges, notamment "la Casbah de la ville d'Oran" et l'ancienne mosquée "Abdellah Es-salem", sise au boulevard Maata Mohamed El Habib, au centre ville, dans la liste additive des sites et monuments historiques, a indiqué la directrice locale de la culture et des arts, Bouchra Salhi. Pour rappel, la Casbah d'Oran, monument chargé d'histoire, situé dans l'ancien quartier symbole "Sidi El Houari", a connu vendredi, une vaste campagne de nettoyage avec la participation de la société civile, des associations activant dans le domaine de la préservation du patrimoine et des citoyens, avec le soutien de la direction de la culture et des arts ainsi que l'antenne d'Oran de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels. Ont pris part à cette initiative, organisée sous le slogan "La Casbah nous réunit", un nombre d'associations actives dans le patrimoine et la société civile de la ville d'Oran, a indiqué à l'APS, M.Bouchra Salhi, expliquant que cette opération de volontariat vise à valoriser à nouveau, cette citadelle. Elle s'inscrit, également, dans le cadre du programme dit "Djournouaat Ethourrat" (Vendredi du patrimoine), visant à organiser des campagnes de nettoyage des sites historiques, une fois toutes les deux semaines, sachant que ce programme est le deuxième du genre après celui organisé en 2014 par le secteur de la culture et l'Office sus-indiqué, a-t-elle dit. Cette action de volontariat qui a vu la participation du bureau du tourisme d'Oran, vise à valoriser cette forteresse qui se trouve dans un "piteux" état de délabrement lié aux restes des habitations anarchiques démolies, après le relogement des ses résidents, selon les explications fournies par le commissaire de la fondation "Nass El Kheir", organisatrice de cette initiative de sensibilisation sur l'intérêt de la préservation de ces vestiges avec le concours d'un groupe de fans du patrimoine "Arsam Wahran", ainsi que le réseau de l'environnement et de la citoyenneté. Les amateurs du patrimoine d'Oran, les associations qui activent dans le domaine culturel et touristique espèrent que cette "casbah", une forteresse, témoin d'un riche passé puisse être classée en tant que patrimoine national, de même que sa restauration pour devenir une destination touristique et culturelle de choix, tant il vrai qu'elle recèle de nombreux trésors à caractère historique et patrimonial, a ajouté M.Benzine Kada.

L.M

GHARDAÏA

Intensifier le dépistage précoce du cancer dans toutes ses formes

Les membres de l'association nationale "Nour Doha" (lumièr du jour) d'aide aux personnes atteintes de cancer ayant participé à une campagne de dépistage et de diagnostic "gratuite" sur la pathologie du cancer ont appelé samedi depuis Ghardaïa à intensifier les actions de sensibilisation autour de l'importance du diagnostic et du dépistage précoce du cancer dans toute ses formes. Organisée par cette association en collaboration avec les autorités locales et l'assemblée populaire de la wilaya (APW) de Ghardaïa, cette campagne de dépistage de proximité a permis d'ausculter 165 patients des localités de Mansoura, Metlili, Zelfana, Guerrara et Ghardaïa et de déceler cinq (5) cas de cancer (sein et de l'enfant). "Cette campagne de dépistage qui s'inscrit dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le cancer (4 février) a permis aux oncologues et chirurgiens volontaires

des centres hospitalo-universitaires de Beni Messous, le service de Pierre et Marie Curie de Mustapha Bacha (Alger) de renforcer la couverture médicale spécialisée notamment dans les zones rurales et d'apporter le soutien et consolider les prestations médicales de proximité dans les localités de la wilaya de Ghardaïa", a indiqué à l'APS, la présidente de l'association "Nour Doha", Mme Samia Gacemi. Pour sa part le président de l'APW de Ghardaïa, Brahim Boughali, a mis l'accent sur l'importance de cette initiative qui vise à alléger les peines d'une catégorie de la population vivant dans une situation difficile et de prendre en charge les malades de cette pathologie. "L'objectif de cette initiative est de faciliter l'accès à la prévention, au dépistage précoce et au traitement des cancers des femmes dans notre région, où de nombreuses femmes meurent des cancers du sein, du col de l'utérus et de l'ovaire", a-

t-il souligné. Une cérémonie en hommage au personnel soignant de l'association "Nour Doha", a été organisée, au terme de cette campagne dans la soirée de vendredi au siège de la wilaya, afin de louer les efforts et sacrifices consentis par ces volontaires venus des différents CHU d'Alger. Initiée par les responsables de la wilaya, cette cérémonie a été l'occasion de rendre hommage à la détermination constante des membres de cette association pour lutter contre cette pathologie. "C'est un moment de soulagement et de détente, une parenthèse dans un quotidien parfois lourd et dur", a souligné la présidente de l'association, assurant qu'une autre campagne sera organisée en octobre prochain. "Les gens doivent savoir qu'avec un diagnostic d'un cancer à un stade précoce, il y a de fortes chances de guérison qui peuvent atteindre un taux proche de 100.

A.Z

EL TAREF

Près de 9 millions de dinars de marchandises saisies en 2020



Les services de l'inspection divisionnaire des Douanes de la wilaya d'El Taref ont saisi près de 9 millions de dinars de marchandises durant l'exercice 2020, destinées à la contrebande, a-t-on appris samedi de la sous-directrice chargée de la communication à la direction régionale des Douanes de Annaba. Selon Asma Belkhiri, ce montant a été réalisé au cours de l'exercice précédent durant lequel les services des Douanes ont enregistré 21 affaires de contrebande ayant permis de récupérer différents produits destinés à la contrebande.

Les affaires traitées ont donné lieu, a-t-on détaillé, à la saisie de 1.375 cartouches de cigarettes et 70.606 boîtes de tabac à chiquer, ainsi que 35.170 dinars tunisiens retrouvés chez un voyageur. Les services des Douanes d'El Taref ont, dans le cadre des opérations de lutte contre la contrebande, récupéré également plusieurs produits alimentaires de large consommation dont 3.282 litres d'huile, 380 kg de sucre, 133 kg de légumes secs, 190 kg de riz en sus d'une centaine de tête d'agneaux et différents autres produits (levures, lait en poudre, miel, choco-

lat, couscous, thé, lait pour nourrisson), a-t-on précisé. Signalant une hausse de 31,25% des affaires traitées en 2020, comparativement à l'exercice 2019 durant lequel 17 affaires de contrebandes pour une valeur de près de 6 millions de dinars ont été enregistrées, la même source a rappelé que 461 patrouilles ainsi que 360 barrages, 98 embuscades et 119 brigades mixtes ont été effectuées en 2020, dans le cadre des diverses opérations de contrôle et de lutte contre la contrebande.

L.M

TISSEMSILT

Plus de 3.000 agriculteurs et éleveurs bénéficient de fournitures de protection

Plus de 3.000 agriculteurs et éleveurs du bétail de la wilaya de Tissemsilt ont bénéficié de fournitures de prévention contre la pandémie de Covid-19 l'an dernier, a-t-on appris auprès de l'antenne de wilaya de la Caisse régionale de mutualité agricole, initiatrice. Menée en collaboration avec la Direction des services agricoles (DSA) et la Conservation des forêts, cette opération a touché plus de 3.000 agriculteurs et éleveurs à travers 15 communes où chacun a reçu plus de 10.000 unités de produits dont des combinaisons, des masques de protection, des gants et des gels hydroalcooliques et des produits désinfectants, a-t-on indiqué. Parallèlement à cette initiative, 30 sorties de sensibilisation ont été effectuées ciblant les agriculteurs et les éleveurs pour leur donner des conseils et des directives sur le respect des mesures préventives pour faire face à la pandémie de Covid-19 à travers des opérations de désinfection périodiques des exploitations agricoles et la dotation des personnels en fournitures de protection. L'antenne de la CRMA a initié, en collaboration avec la Chambre agricole de la wilaya en 2020, des actions de désinfection ciblant plus de 200 exploitations agricoles avec l'adhésion de 3.000 agriculteurs et des associations de professionnels du secteur. Par ailleurs, la même section a programmé la distribution dans les prochains jours de combinaisons de prévention, des pompes de désinfection en faveur de 1.000 agriculteurs et éleveurs activant au sein des exploitations agricoles des communes de Lardjem, Sidi Abed, Bordj Bounaama, Tamlaht, Melaab et Maacem.



M.L

ZONES D'OMBRE À M'SILA

Concrétisation de 14 projets à Medjedel au cours du premier trimestre 2021

Qatorze (14) projets destinés au développement des zones d'ombre de la commune de Medjedel, située à 120 km au Sud-ouest de la wilaya de M'sila seront concrétisés "au cours du premier trimestre de cette année", ont annoncé samedi les services de la wilaya. Ces opérations toucheront en particulier les secteurs des ressources en eau, de l'éducation, de l'énergie et des travaux publics, ont détaillé les mêmes services, expliquant que ces projets sont actuellement en phase d'attribution. Ces opérations, a-t-on indiqué, contribueront à améliorer le cadre de vie des habitants des zones d'ombre de la commune de Medjedel, connue pour son éloignement, à désenclaver ces zones à travers la réalisation de routes et de pistes agricoles, à améliorer les conditions de scolarisation et la préservation des activités agro-pastorale que pratique la majorité des habitants de la région de Medjedel. Le financement des 14 projets se fera dans le cadre des plans communaux de développement et du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, ont conclu les mêmes services.

J.K

MÉDÉA

Préparation active de la campagne de vaccination contre le Covid-19

La préparation de la campagne de vaccination contre la Covid-19 bat son plein à Médéa, où l'ensemble des services concernés s'activent, depuis quelques jours, pour procéder aux derniers réglages du dispositif opérationnel mis en place à cet effet, a-t-on appris, samedi, auprès du directeur local de la santé et de la population (DSP). Les préparatifs, entamés dès l'annonce du début de la vaccination dans certaines wilayas du pays, concernent, aussi bien le volet logistique que la formation et l'encadrement du personnel médical,

qui sera affecté aux différents centres de vaccination qui seront ouverts à travers le territoire de la wilaya, a indiqué le DSP, Mohamed Cheggouri. En prévision de cette campagne de vaccination, les services sanitaires de la wilaya ont fixés 82 centres de vaccination qui vont accueillir les catégories ciblées par la première phase de vaccination, en l'occurrence le personnel médical, les personnes âgées et les patients atteints de maladies chroniques, pour s'étendre, ensuite, à d'autres catégories de la population, a-t-il ajouté. Les centres de vaccina-

tion, aménagés à l'intérieur des établissements hospitaliers et les polycliniques, situées au niveau des grandes agglomérations urbaines, ont été dotés de moyens indispensables à la bonne exécution de l'opération, a souligné le DSP. Ce même responsable a précisé qu'une logistique a été mise en place pour assurer le stockage, dans les conditions appropriées, du vaccin, son transport vers les centres de vaccination et l'approvisionnement régulier du personnel médical en produits pharmaceutiques consommables. Outre le volet logis-

tique, une formation accélérée a été organisée au profit du personnel médical en charge de cette campagne pour s'imprégner, d'une part, du dispositif opérationnel, l'organisation de la vaccination et la prise en charge des citoyens. D'autre part, elle leur permet de savoir comment réagir à d'éventuelles complications ou réactions allergiques, ainsi que les moyens dont doit disposer chaque équipe pour faire face à de telles situations, a fait savoir M. Cheggouri.

M.M

Jijel

El Massar El Djadid appelle à associer les différents acteurs à la concrétisation des programmes de développement local

Les participants à une rencontre sur "Les assemblées élues et le développement local", organisée samedi à Jijel à l'initiative du rassemblement El Massar El Djadid, ont mis l'accent sur la "nécessité d'associer tous les acteurs locaux à la concrétisation des programmes de développement et la valorisation des ressources locales". S'exprimant en marge de la rencontre, tenue dans un hôtel privé au centre-ville, Saïd Chakour, expert international en développement local et gouvernance des territoires, a affirmé à l'APS que "l'association de tous les acteurs locaux à la concrétisation des programmes de développement constitue un impératif car le développement ne se limite pas à des

personnes ou à des élus mais c'est l'affaire de tous". Selon le même expert, il existe une nouvelle approche au développement local qui prend en compte les entraves susceptibles d'empêcher la concrétisation des projets de développement au travers d'une intégration sectorielle et une implication de tous les secteurs pour définir les stratégies et les processus de développement de sorte à constituer une force de proposition et une force de solution. Il a ajouté, à ce propos, que le problème de coordination entre les ministères peut, à titre d'exemple, se répercuter à l'échelle locale sur la coordination entre les directions exécutives locales dans le domaine du développement, estimant qu'il est devenu désormais nécessaire de

dynamiser les instances élues et d'associer des commissions pluridisciplinaires à la présentation des propositions avant de lancer un projet. De son côté, Abdeslam Bouab, PDG du port de Djendjen, a donné des exemples internationaux de relance économique à partir de projets économiques locaux à l'instar de ce qui a été réalisé aux Emirats arabes unis, à travers un port et une zone de libre-échange ou encore à Singapour qui doit son essor à un port et une zone de libre-échange. Ce même responsable a fait savoir, à cet effet, que la wilaya de Jijel possède des potentialités importantes pour concrétiser un essor économique local en disposant notamment de 5 barrages, des centrales électriques, un aé-

roport en plus d'un port répondant aux normes internationales avec "un terminal à conteneurs de 17 mètres de profondeur que beaucoup de pays n'ont pas". Il a également précisé que ce port possède des caractéristiques pouvant lui permettre de réaliser des revenus "importants" en devises uniquement dans le domaine du transport, relevant que l'Etat perd des millions de dollars dans les opérations de transfert de conteneurs entre les ports, notamment ceux en provenance de Chine dont le transbordement est effectué dans les ports de Malte et d'Espagne avant d'être expédiés dans de petits navires vers l'Algérie.

A.Z

Criminalité

Plus de 12.000 appels téléphoniques en une semaine (Sûreté nationale)

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont reçu plus de 12.000 appels téléphoniques via le numéro vert 1548 et de secours 17, liés essentiellement au signalement de crimes ou à des demandes de renseignement et d'orientation, a indiqué samedi un communiqué des mêmes services. "La salle des opérations de la Sûreté de la wilaya d'Alger a reçu du 22 au 29 janvier dernier 12.124 appels téléphoniques via le numéro vert 1548 et de secours 17, liés essentiellement au signalement de crimes ou à des demandes de renseignement et d'orientation", précise la même source. "La salle des opérations de la Sûreté de la wilaya d'Alger, et par souci d'assurer une exploitation optimale des signalements faits par les citoyens, notamment ceux liés aux affaires de crime, veille à les transmettre de manière efficace et en temps réel aux

forces de police mobilisées sur le terrain, lesquelles interviennent avec professionnalisme", ajoute le communiqué, soulignant que "les interventions menées sur le terrain ont permis l'arrestation de 7 suspects signalés par les sûretés de circonscriptions de Bir Morad Rais, Sidi M'hamed, Hussein Dey, Birtoïuta, Baraki et Draria". Ces arrestations ont permis la récupération d'une moto, d'un téléphone mobile, d'un lap top et de 29.000 DA, tout en saisissant deux armes blanches, une quantité de cannabis et 10 comprimés de psychotropes, indiquent les mêmes services. Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger met à la disposition des citoyens le numéro vert 1548, celui de secours 17 et la ligne 104, ou encore l'application "Allo Chorta" et la page Facebook de la Sûreté d'Alger, pour signaler toute atteinte à l'intégrité des personnes et des biens.



Tiaret

6,75 milliards DA réservés pour concrétiser des opérations de développement

La wilaya de Tiaret a bénéficié d'une enveloppe financière de l'ordre de 6,75 milliards DA au titre de l'exercice 2021, pour la concrétisation de plusieurs actions de développement dans différents secteurs, selon un communiqué de la wilaya. Les secteurs de l'éducation et de la santé se sont taillés la part du lion de cette enveloppe financière débloquée de plusieurs sources de financement, a-t-on indiqué. Les opérations destinées au secteur de l'éducation comprennent la réalisation de trois (3) établissements scolaires à Tiaret et Sougueur, de sept (7) cantines scolaires et demi-pensionnats et de 11 classes au cycle primaire, dans le cadre du

programme sectoriel où 2,5 milliards DA sont alloués à plusieurs secteurs, selon la même source. Une enveloppe financière de 1,69 milliard DA a été également allouée pour l'achèvement des opérations en retard dans les différents secteurs, dont celles de réalisation de sept lycées, de deux CEM et de quatre groupes scolaires notamment au niveau des nouveaux quartiers à Tiaret, Ain Dheb, Sougueur, Ksar Chellala, outre l'étude de la réalisation de deux CEM et autres actions d'aménagement, de réfection et d'équipement, a-t-on ajouté. Le communiqué a également souligné que la wilaya a bénéficié d'un enveloppe financière de 2,51 milliards

DA dans le cadre des plans communaux de développement (PCD) et de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour financer des opérations dans divers secteurs, dont celles de restauration au profit de 100 écoles et d'acquisition de 21 bus de transport scolaire. Pour sa part, le secteur de la santé a bénéficié pour l'année 2021, de plusieurs opérations liées à l'achèvement, l'équipement et l'aménagement de nombreux établissements de santé, dont un centre anti cancer (CAC), des hôpitaux, des polycliniques, l'acquisition d'ambulances et la réalisation du service des urgences médico-chirurgicales à Ksar Chellala. MM

Accidents de la route

5 morts et 409 blessés ces dernières 48 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 409 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus dans plusieurs wilayas du pays au cours des dernières 48 heures, indique samedi un bilan de la Protection civile. Les éléments de la Protection civile sont, par ailleurs, intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 32 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles à travers plusieurs wilayas. Deux (02) autres personnes ont été asphyxiées par le monoxyde de carbone à l'intérieur d'un véhicule stationné dans un hangar situé à la cité 210 Logements commune et daïra de Sidi Bel Abbes, ajoute la même source. Les unités de la Protection civile ont procédé, en outre, à l'extinction de 6 incendies urbains, industriels et divers dans les wilayas de Ouargla, Tébessa, Bouira et Tipaza. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué, durant les dernières 48 heures, 91 opérations de sensibilisation à travers 15 wilayas (55 communes), rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement ainsi que les règles de distanciation sociale, en sus de 111 opérations de désinfection générale à travers 14 wilayas (49 communes).

M.L

Mostaganem

Baisse du nombre des victimes des accidents de la circulation en 2020

Les services de la Gendarmerie nationale dans la wilaya de Mostaganem ont enregistré, en 2020, une baisse du nombre des victimes des accidents de la route de 20% par rapport à l'année 2019, a-t-on appris samedi, auprès de la cellule de communication et des relations publiques du groupement territorial de ce corps de sécurité. Quelque 40 accidents de la route ont été enregistrés dans la wilaya de Mostaganem faisant 23 morts et 54 blessés à différents degrés de gravité contre 22 morts et 57 blessés en 2019, selon le bilan

annuel des activités des unités de la sécurité routière de la Gendarmerie nationale. Les mêmes unités ont enregistré, l'an dernier, 13.388 délits et infractions à la circulation routière qui se sont soldés par le retrait de 11.377 permis de conduire et la mise en fourrière de 566 véhicules, alors que 24.000 contraventions ont été dressées. En parallèle, les unités de la Gendarmerie nationale ont organisé 362 campagnes de sensibilisation et de prévention contre les accidents de la route, dont 65 campagnes destinées aux élèves des écoles, a in-

diqué la même source. Concernant l'application des mesures de prévention contre la pandémie du coronavirus, 1.893 infractions au confinement partiel ont été enregistrées, de même que 3.365 contraventions concernant le port du masque de protection. Dans le cadre de ces mesures, 5.275 personnes ont fait l'objet de poursuites judiciaires et 492 véhicules ont été mis en fourrière, ainsi que 21 délits de spéculation, de fraude et de pratiques commerciales illégales ont été enregistrés.

A.Z



Le bonheur au travail, oui c'est possible !

Tout le monde cherche le bonheur ou le bien-être. Bonheur ou bien-être riment souvent avec épanouissement professionnel, puisque non seulement vous passez plus de temps au travail qu'avec votre famille, mais votre humeur quotidienne au sein de votre vie familiale est souvent liée à votre journée au bureau. Great Place To Work®, l'acteur de référence sur la qualité de vie au travail accompagnent la transformation culturelle des organisations depuis plus de 25 ans pour apporter aux salariés le bien être, source de bonheur. Pour cet acteur, une entreprise où il fait bon travailler, c'est une entreprise où les collaborateurs font confiance à leur management, se sentent fiers de ce qu'ils font et apprécient les gens avec lesquels ils travaillent mais pour les dirigeants c'est une entreprise où l'on atteint les objectifs, avec des salariés qui donnent le meilleur d'eux-mêmes et travaillent ensemble comme une équipe ou une famille – le tout dans un climat de confiance. Une telle définition paraît dessiner une entreprise du meilleur des mondes alors que le contexte actuel prête à penser le contraire. Mais pourtant de plus en plus d'entreprises prônent de rendre heureux les salariés car elles considèrent qu'heureux, ils sont davantage impliqués et de que par ailleurs la notoriété de l'entreprise permet d'attirer des talents. La question du bonheur au travail s'impose, et devient un sujet de société, aussi important que la productivité, les cadences de travail et le management. Sujet primordial pour les salariés, il l'est également, de plus en plus, pour les employeurs.

Qu'est ce qui rend les salariés heureux ?

Selon les sondages, le bonheur passerait par une reconnaissance, un respect, une écoute, mais aussi une transparence absolue : certaines entreprises avant-gardistes ont relevé le défi. On peut notamment citer

Harley Davidson ou le groupe allemand Gore-Tex dont la devise est « Have Fun ! Make Money ! ». Un salarié qui se sent valorisé et qui est libre de prendre des initiatives trouvera plus facilement un sens à son travail.

Ainsi, Norauto a signé un accord d'entreprise en faveur de l'amélioration de la Qualité de Vie au Travail pour une durée de 3 ans, concrétisant ainsi sa volonté d'agir pour le bien-être de ses collaborateurs et l'amélioration constante des conditions de travail. Norauto a mis en place le télétravail par un premier accord d'entreprise en 2009, bien avant que cette idée soit une nouvelle tendance. L'objectif de ce mode d'organisation du travail est de favoriser une meilleure conciliation vie privée/vie professionnelle.

Le Baromètre des salariés BVA-BPI group s'est intéressé entre autres au bien-être au travail des salariés. Ce sondage a été réalisé du 6 au 10 février auprès d'un échantillon représentatif de 1006 salariés âgés de 15 ans et plus. La reconnaissance de son travail (54%), les relations avec ses collègues (52%) ou sa hiérarchie (47%) et l'environnement de travail (44%) sont les fondements de la qualité de vie au travail pour les salariés, tels sont les enseignements de ce baromètre.

Pour être plus heureux au travail, apprenez à penser positif. C'est une clé du bonheur et elle ne dépend que de vous. Le bonheur passe par de bonnes relations avec vos collègues. Concentrez-vous sur les personnes bienveillantes ! Arrivez avec le sourire même si vous êtes stressé. Qu'il est agréable le matin d'entendre quelques mots aimables. Les américains ont souvent tendance à se complimenter sur leur bonne mine ou sur un détail vestimentaire.

Vous ressentirez rapidement un impact positif en envoyant des bonnes ondes à votre entourage professionnel !

Les obligations d'un employeur envers ses salariés

Il est souvent évoqué les obligations du salarié envers son employeur mais l'employeur est lui aussi doit répondre à nombre d'obligations envers son salarié. Ces obligations imposées par la loi peuvent être complétées par celles contenues dans les clauses du contrat de travail qui sont parfois liées aux conventions collectives du secteur par exemple.

A la suite de l'embauche et de la signature du contrat de travail, l'employeur doit s'acquiescer de quelques impératifs, dont les obligations de loyauté et d'adaptation.

Lors de la rédaction du contrat de travail

Puisqu'il revient à l'employeur de rédiger le contrat de travail, celui-ci doit être attentif à proposer des conditions de travail au futur salarié qui remporte son adhésion. Il arrive que pour obtenir un travail les salariés acceptent des conditions qui ne lui sont pas toujours favorables. Mais l'expérience montre que le fait de rédiger un contrat au détriment du salarié se retourne un jour ou l'autre contre l'employeur.

L'employeur doit respecter le contrat

Le contrat signé doit être respecté aussi bien par le salarié que par l'employeur. Tous les aspects cités doivent être respectés : le salaire, les horaires de travail, les tâches à accomplir et les différents avantages obtenus par le salarié. L'employeur ne peut pas changer quoi que ce soit dans le contrat sans l'accord du salarié. Aussi, les éléments essentiels dans les contrats ne doivent en aucun cas être modifiés. Il est obligatoire de remettre un contrat de travail

dûment signé par l'employeur et l'employé.

L'obligation de formation

Pendant l'occupation d'un premier emploi, l'employeur a l'obligation de donner des formations à son salarié pour qu'il puisse effectuer son travail correctement. Il doit également veiller à l'évolution des compétences de ce dernier. L'évolution est valable aussi bien au niveau des tâches de l'entreprise, que de l'organisation. L'employeur doit veiller aux compétences du salarié à occuper son emploi compte tenu de l'évolution des emplois, et des technologies. L'employeur peut proposer au salarié des formations participant au développement de ses compétences. Si l'employeur manque à cette obligation, le salarié peut subir un préjudice, puisque ses compétences vont être obsolètes.

Le respect des droits du salarié

Dans l'entreprise, le salarié possède des droits que l'employeur est obligé de respecter. Il a par exemple le droit de garder secrète sa vie privée comme le droit de choisir librement son domicile. Il a également le droit à l'expression, mais ce droit est limité par le respect des autres. Cela veut dire qu'il peut parler à ses collègues, s'exprimer en cas de mécontentement, mais à condition que cela ne nuise pas au travail ou qu'il ne dérange pas ses collaborateurs. Il a également la liberté de garder ses propres opinions. L'employeur est obligé de respecter et de faire respecter les cultures et la religion de tous ses salariés. Et enfin, l'employeur doit respecter la dignité de chacun d'entre eux.

Les 10 pièges du recrutement

Recruter ne peut pas se faire en dilettante. Se contenter de recruter en se souvenant de ses propres entretiens et les appliquer à la lettre à tout candidat vous fera tomber dans un des pièges qui vous feront regretter votre recrutement à plus ou moins long terme. Beaucoup d'erreurs de casting pourraient être assez facilement évitées en renonçant à certaines habitudes qui ont la dent dure chez les dirigeants qui se lancent dans un processus d'embauche.

1-Se lancer à l'aveugle

Une des principales erreurs du dirigeant est de se lancer dans la recherche d'un candidat sans avoir au préalable totalement défini ses besoins. Le profil et les compétences du candidat recherché doivent être précisés au maximum, tout en se laissant une petite marge de manœuvre afin de ne pas se fermer des portes non plus.

2-Embaucher ses potes

Qui mieux que votre meilleur ami pourra réussir à s'entendre avec vous pour travailler efficacement ? C'est vrai, recruter ses amis peut être tentant. Et cela peut très bien fonctionner ! Mais attention aux embauches basées sur l'affect uniquement et qui ne reposent pas sur une véritable validation des compétences du candidat. En plus de vous retrouver avec un employé sur les bras qui ne correspond pas au poste, vous pourriez perdre un ami précieux.

3-Chercher le mouton à 5 pattes

Il est normal de chercher le candidat idéal, l'employé de rêve qui, en plus d'être doté des compétences et de l'expérience que vous recherchez exactement, sera totalement engagé en faveur de votre projet, tout en acceptant bien sûr d'être payé au lance-pierre. Mais, rester focalisé sur cette image idéalisée de l'employé parfait pourrait vous faire passer à côté d'un profil un peu atypique et qui apporterait beaucoup à votre équipe.

4-Ne faire confiance qu'à son feeling...

Pas besoin de recevoir des conseils sur le recrutement, pensez-vous, d'un coup d'œil lors de l'entretien vous réussirez à « scanner » le candidat et à sentir s'il correspond



ou pas au poste. Ce n'est pas totalement faux. La première impression vous donnera de précieuses indications sur la personnalité du candidat et donc sur son adéquation aux valeurs de l'entreprise. Mais attention à ne pas trop faire confiance à ce fameux feeling. Il peut parfois vous jouer des tours. Certains candidats simulent parfaitement le professionnalisme ou l'esprit d'équipe lors de l'entretien ! D'autres peuvent, au contraire, se retrouver pétrifiés par l'enjeu de l'entretien ou trop en faire.

5-Orienter l'entretien

Halte aux questions fermées qui ne vous donneront que peu d'indications sur l'expérience réelle du candidat et qui ne vous apporteront pas d'éléments sur sa personnalité ou ses méthodes de travail. De plus, ces questions fermées orientent malgré vous les réponses du candidat à qui vous pouvez un peu faire dire ce que vous souhaitez ou ce que vous projetez sur lui.

6-Ne pas réussir à se décider

Les dirigeants de petites entreprises ont

tendance à tellement appréhender le fait de faire une erreur dans leurs recrutements qu'ils préfèrent enchaîner plusieurs entretiens pour être sûrs de leur choix, demander l'avis de leurs collaborateurs, réfléchir... jusqu'à ce que le candidat leur glisse entre les doigts en ayant trouvé un autre poste ailleurs, auprès d'une entreprise plus réactive. Allez, on arrête d'hésiter et on saute dans le grand bain !

7-Ou au contraire ne se focaliser que sur le cv

Analyser les données du CV attentivement est bien sûr indispensable. Mais qui ne s'est jamais ajouté une mention à un diplôme ou quelques mois d'expérience supplémentaires ? Un tiers des CV comporterait ainsi des mensonges plus ou moins gros. Ne vous fiez donc pas religieusement à ces données et faites un peu confiance à votre feeling. Vous sentirez sûrement si vous avez à faire à un candidat honnête ou à un beau parleur.

8-Chercher quelqu'un qui a déjà occupé un poste totalement similaire

Le CV sur lequel vous avez mis la main est parfait : le candidat a déjà réalisé dans son précédent poste exactement les tâches que vous lui confierez lorsqu'il aura intégré votre entreprise. Êtes-vous vraiment sûr que cela soit un bon signe ? Le candidat aura-t-il réellement envie de refaire précisément le travail qu'il faisait auparavant ? Ne souhaitera-t-il pas plutôt évoluer ? Est-ce que sa motivation sera toujours la même ?

9-Faire ses entretiens en amateur

Un entretien, cela se prépare. Arriver les mains dans les poches et faire simplement paraphraser le candidat sur les expériences inscrites dans son CV n'a aucun intérêt. S'accrocher aux traditionnelles questions telle que celle sur les « 3 défauts et qualités » ou simplement demander « pourquoi avoir choisi notre entreprise plutôt qu'une autre » ne vous donnera que des éléments ultra-préparés et, souvent, pas très sincères. Autre écueil, ne pas se renseigner sur les impératifs juridiques liés à l'entretien d'embauche et prendre de gros risques juridiques en « dépassant les limites » dans les questions posées.

10 -Ne pas être clair dans son entretien sur ses attentes

Vous pouvez, lors d'un entretien, vous tromper sur le candidat. Mais le candidat peut également être induit en erreur sur l'entreprise par votre discours. Le résultat sera le même au final : l'erreur de casting pèsera sur l'entreprise. Alors autant être clair dès le début : qu'attendez-vous concrètement du candidat en termes d'objectifs et d'implication ? Quel salaire et évolution de carrière lui proposez-vous ? Quelles seront ses conditions de travail ? à quelles difficultés devra-t-il se confronter ? Quels sont ses objectifs ? En quoi consistera concrètement son travail ? Une relation gagnant/gagnant ne peut être construite que sur la base d'une parfaite transparence. Il vous faudra donc bien faire attention à ne pas sur-vendre votre entreprise. N'oubliez pas que la relation s'établit dans le temps et pas seulement pour quelques jours.

b.m

Comment faire une bonne première impression ?

La première impression ! Celle qui vous prête toutes les qualités ou tous les défauts ! La première impression est, nous le savons par expérience, empreinte de nos jugements, de nos valeurs, de nos attirances et de notre inconscient et de l'inconscient collectif. De même que vous jugez souvent un produit à son emballage, de même vous jugez quelqu'un selon une première impression. Malgré le fait de vouloir fermer les yeux, nous procédons tous de la même manière. Vous avez entendu plusieurs fois que « la première impression est souvent la bonne » ou que « l'on n'a pas deux fois l'occasion de faire une bonne première impression », etc. qui finalement ne donnent aucune chance de pouvoir évoluer. Contrairement à ce que nous imaginons, une première impression peut parfois être très percutante. Nous savons aussi que s'il est parfois facile avec certains d'obtenir l'adhésion immédiate, pour d'autres, il faudra avoir recours à des stratégies pour conquérir mais dans le monde professionnel, il est indispensable de dépasser les obs-



tacles des a priori.

À la vitesse d'un éclair

Selon une étude universitaire de Princeton datant de 2006, il suffirait d'un dixième de seconde pour porter un jugement sur une personne à partir de son apparence. Les jugements portés dans ce laps de temps comme l'attractivité, la sympathie, la fiabilité, la compétence, l'agressivité, etc. ne sont pas significativement différents de ceux portés à long terme. La première impression serait-elle toujours la bonne ? Non, l'expérience vous l'a sans doute prouvé. En fait, la confiance que vous ressentez en

certain jugements diminue souvent dès que vous avez plus de temps pour connaître la personne. Les chercheurs ont également observé que l'attractivité et la crédibilité sont les qualités que nous jugeons avec le plus de rapidité.

Une trace indélébile

Quelle qu'elle soit, la première impression est si puissante qu'elle peut l'emporter sur des faits indiscutables ou la prise de connaissance d'un événement antérieur. Pour exemple, si vous avez lu le CV du candidat vous pouvez être influencés par des critères qui sont votre propre

système de valeur (diplômes, lieu où la personne est née, la formation suivie...) même si au fond dans ce cv, ces détails n'ont aucune importance pour le futur job. Il y a des influences dont il va falloir se débarrasser. Pour un professeur, face à la diversité des étudiants, il devra chasser tous ses préjugés. De même pour un entrepreneur, il faut se détacher des premières impressions envers les clients. Attention, si les premières impressions sont une réponse cognitive naturelle, les jugements instantanés peuvent conduire à des stéréotypes. En fournissant quelques efforts et un travail sur vous-même, vous pouvez éviter de trop penser à vos impressions, mais vous devez continuellement vous corriger à nouveau.

Une première impression est toujours faussée par des facteurs extérieurs

Lorsqu'il s'agit d'une présentation, d'une conférence ou d'un rendez-vous avec un client, la manière de vous vêtir et la fermeture de votre poignée de main peuvent marquer une grande différence sur la première impres-

sion que vous donnerez. De même que la posture, le style vestimentaire pourrait jouer un rôle primordial dans la perception initiale ? Vous-même, vous attachez-vous à l'attitude corporelle ou vestimentaire ? Sachez que la force de la poignée de main peut également influencer la première impression. Une poignée de main molle peut suggérer une certaine passivité ou indifférence. Toutefois, il est inutile de broyer la main de votre interlocuteur qui vous rencontre pour la première fois. Le ton et la nature de votre voix jouent aussi un rôle important dans la détermination du genre de première impression que vous laisserez aux autres. Généralement, les personnes sont capables de se prononcer sur un certain nombre de jugements de la personnalité, seulement par l'écoute de la voix. Si la plupart des gens émet des jugements instantanés lorsqu'ils entendent la voix de quelqu'un d'inconnu, devons-nous pour autant nous arrêter à ces premières impressions ? Quelles preuves pouvez-vous apporter pour argumenter vos jugements ? Mais surtout développer votre empathie.

Les pays en développement touchés par les changements climatiques n'ont reçu aucune aide financière internationale

Les pays en développement dont l'Algérie qui sont les plus touchés par les conséquences des changements climatiques dus au réchauffement climatique, n'ont pas reçu l'aide financière promise par les pays industriels développés qui sont à l'origine de ses changements, a affirmé la directrice de l'Agence nationale des Changements climatiques (ANCC), Saida Laouar. Invité au Forum de l'environnement, diffusé via une vidéo partagée sur la page Facebook du ministère de l'Environnement, Mme Laouar a fait savoir que les pays développés avait promis aux pays en développement touchés par les conséquences des changements climatiques, une aide financière de 100 Mds USD pour la réalisation de projets devant renforcer leurs capacités à faire face aux changements climatiques dus au réchauffement climatique, à l'instar des inonda-

tions, des feux de forêts, des canicules et autres catastrophes naturelles, ajoutant que cette promesse n'a jamais été honorée. Les pays en développement avait également promis le transfert des nouvelles technologies au profit des pays en développement afin de faire face aux changements climatiques, ce n'était que des promesses en l'air, a-t-elle dit. La même responsable a souligné que l'accord de Paris, ratifié par l'Algérie en octobre 2016, impose aux pays développés "le financement" et "l'accompagnement technique" des projets environnementaux en faveur des pays touchés par les émissions polluantes en vue de leur permettre de s'adapter aux changements climatiques. La Directrice des changements climatiques au ministère de l'Environnement, Fazia Dahlab a, pour sa part, affirmé que l'Algérie, à l'instar des autres pays en voie de développement "n'est pas responsa-

ble" du réchauffement climatique et de l'appauvrissement de la couche d'ozone, mais elle est plutôt "victime" de ses répercussions. Au regard de sa position géographique dans une région exposée à la vulnérabilité au climat, notre pays a le droit de bénéficier d'un soutien financier international pour financer les grands projets lui permettant de s'adapter à ces changements climatiques, a-t-elle préconisé. En se basant sur un rapport du Comité d'experts de l'ONU en climatologie, Mme Dahlab a indiqué que le contenu de celui-ci avait établi scientifiquement que "l'Algérie qui se situe au Nord de l'Afrique, est grandement exposée à la vulnérabilité au climat", sachant que le taux de ses émissions de gaz à effet de serre n'est que de 0,39 %, un taux très faible par rapport aux pays développés (la Chine 22 % et les Etats unis 28 %).

M.L

L'OMS appelle au développement "massif" des moyens de produire des vaccins

Le patron de l'OMS a appelé vendredi "à un développement massif des capacités de production" des vaccins anti-Covid pour ne pas annihiler tous les progrès faits dans la lutte contre la pandémie. Le directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a cité l'exemple du groupe pharmaceutique français Sanofi, qui a pris du retard dans le développement de son propre vaccin, mais a offert de produire à partir de cet été celui de son concurrent Pfizer/BioNTech, déjà largement autorisé et à l'efficacité prouvée. "Nous appelons d'autres compagnies à suivre cet exemple", a lancé le directeur général. Les enjeux financiers sont gigantesques. Pfizer a estimé que le chiffre d'affaires de son vaccin anticovid atteindrait en 2021 le montant astronomique de 15 milliards de dollars. Fin janvier le Suisse Novartis avait aussi annoncé qu'il mettait à disposition des capacités pour mettre le vaccin de Pfizer/BioNTech dans des flacons. "Les fabricants peuvent faire plus: ils ont reçu d'importants fonds publics, et nous les encourageons tous à partager les données et techno-



logies pour aider à un accès équitable aux vaccins dans le monde entier", a dit le docteur Tedros. Il a aussi suggéré de refaire ce qui avait fait ses preuves pour multiplier la production de traitements anti-HIV et contre l'hépatite C, à savoir pour les groupes pharmaceutiques d'accorder des licences de fabrication non exclusives à d'autres producteurs, afin qu'ils puissent eux aussi produire le vaccin. L'OMS a mis sur pied une plateforme

d'échange (COVID-19 Technology Access Pool ou C-TAP) qui doit justement servir de moyen de partager du savoir-faire, de la propriété intellectuelle et des données. De l'aveu même de l'agence onusienne, cette plateforme n'est pas utilisée. Mais le docteur Tedros souligne qu'elle pourrait justement aider à trouver des capacités de production qui ne sont pas encore utilisées, et aider à construire des sites de production supplémentaires, en particulier en Afrique, en Asie et en Amérique latine. "Augmenter la capacité de production à l'échelle mondiale rendrait également les pays pauvres moins dépendants des pays riches", a-t-il souligné. Il a réitéré son appel à ces pays riches, qui ont vacciné les plus vulnérables et leur personnel soignant, à mettre les doses en trop à disposition des pays défavorisés.

E.R

La Hongrie va utiliser le vaccin chinois dès ce mois-ci

La Hongrie prévoit de commencer à administrer à ses habitants le vaccin contre le coronavirus Sinopharm, fabriqué en Chine, dans le courant du mois de février, a annoncé le gouvernement vendredi. En janvier, Budapest était devenu le premier pays de l'Union européenne (UE) à passer des contrats de livraison du vaccin Sinopharm (5 millions de doses), mais aussi du vaccin Spoutnik V (2 millions de doses), développé en Russie. La livraison chinoise "est suffisante pour 2,5 millions de personnes", a déclaré Gergely Gulyas, le chef de cabinet du Premier ministre Viktor Orban, devant des journalistes à Budapest. "C'est suffisant pour 250.000 personnes en février, mars et avril, puis pour le reste après le mois d'avril", a-t-il déclaré. M. Orban avait précédemment déclaré

qu'il choisirait pour lui-même le vaccin chinois et a dit vendredi que ce dernier était "en route". Mais il a ajouté que des tests supplémentaires devraient être effectués par les autorités hongroises. Au cours d'un entretien à la radio, il a estimé que l'expérience avec les vaccins russe et chinois de la Serbie, pays non membre de l'UE et voisin de la Hongrie, était "rassurante". Le premier lot de vaccins russes pourrait être administré aux Hongrois "peut-être la semaine prochaine" en attendant l'approbation finale par l'autorité locale de santé publique, a détaillé M. Orban. Les responsables hongrois ont critiqué la lenteur de l'approbation et de l'achat des vaccins occidentaux par les autorités européennes. La première livraison du vaccin AstraZeneca arrivera en Hongrie ce

week-end en quantité suffisante pour 20.400 personnes et sera administrée à des malades chroniques âgés de moins de 60 ans, a précisé vendredi Agnes Galgoczi, responsable épidémiologique au Centre national de santé publique. Depuis le mois de novembre, la Hongrie est soumise à un couvre-feu qui commence en soirée et à une interdiction de rassemblement. Les restaurants, les universités et les écoles sont fermés. S'il n'y a pas de troisième vague, M. Gulyas a affirmé que le gouvernement hongrois envisagerait une levée progressive des restrictions liées à la pandémie en deux phases, d'abord à partir du 1er mars, puis à partir du 1er avril. Vendredi, la Hongrie qui compte 9,8 millions d'habitants, a enregistré 12.930 décès imputés au coronavirus.

CORONAVIRUS

Macron et Merkel disent soutenir la stratégie européenne sur les vaccins

Emmanuel Macron et Angela Merkel ont exprimé vendredi leur soutien à la stratégie d'approvisionnement en vaccins anti-Covid menée par la Commission européenne, malgré les critiques et retards. "Je soutiens totalement l'approche européenne que nous avons eue", a déclaré le chef de l'Etat français lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière. "Que dirions nous aujourd'hui si la France et l'Allemagne étaient en compétition sur les vaccins?", a souligné M. Macron. "Ce serait contre-productif". La décision de base de commander ensemble était et reste "la bonne", a abondé Angela Merkel au cours de la conférence tenue à l'issue d'un conseil franco-allemand de défense et de sécurité. Mais nous avons dû reconnaître "que les capacités de production ne sont pas aussi grandes que nous l'imaginions", a-t-elle souligné. "Ce que nous devons préparer maintenant ce sont des acquisitions et de la production supplémentaire de vaccins sur notre sol" a renchéri M. Macron. La Commission européenne, qui a négocié les précommandes de vaccins anti-Covid au nom des Vingt-Sept, est visée par un feu nourri de critiques suite aux retards de la campagne de vaccinations. L'Europe affiche actuellement un bilan de vaccination inférieur à celui notamment du Royaume-Uni, où les partisans du Brexit y voient la confirmation du bien-fondé pour le pays d'avoir quitté l'UE.

M.L

DANEMARK/COVID-19

Fin de la campagne d'abattage de 15 millions de visons

Le Danemark a achevé son immense campagne d'abattage de près de 15 millions de visons décidée pour combattre les risques de mutation du coronavirus chez l'animal à fourrure, a annoncé vendredi l'autorité vétérinaire. "L'abattage a été terminé jeudi. En tout, environ 15 millions de bêtes ont été euthanasiées", a indiqué aux médias un porte-parole de l'autorité, trois mois après la décision prise par la Première ministre. Début novembre, le Danemark, premier exportateur mondial de peaux de visons, avait ordonné en urgence d'abattre la totalité des visons du royaume, à cause d'une mutation du coronavirus qui pouvait selon des études préliminaires menacer l'efficacité du futur vaccin pour les humains. Des mesures drastiques avaient également été décrétées pour les habitants de la région concernée du Jutland du Nord, dans le nord-ouest du pays. Si le variant problématique avait été déclaré éteint le 19 novembre, faute de nouveaux cas détectés, l'exécutif avait maintenu son plan d'abattre tous les visons. Fin décembre, le pays avait adopté une loi interdisant l'élevage de ces mammifères jusqu'au 1er janvier 2022, donnant ainsi une base légale à la décision d'abattage, qui n'était jusqu'à présent juridiquement contraignante que dans les foyers épidémiques. Fin janvier, le Danemark, très attaché à son agriculture, a annoncé un plan d'indemnisation du secteur du vison de quelque 19 milliards de couronnes (2,5 milliards d'euros). Le vison est le seul animal identifié à ce jour de façon certaine comme pouvant à la fois contracter le Covid-19 et recontaminer l'homme.

COVID-19

712 nouveaux cas et 780 guérisons en 24 heures au Maroc

Un total de 712 nouveaux cas d'infection au coronavirus et de 780 guérisons a été enregistré au cours des dernières 24 heures au Maroc, a annoncé vendredi, le ministère de la Santé, soulignant que 408.235 personnes ont été vaccinées jusqu'à ce jour. Selon le ministère, le nouveau bilan porte à 474.379 le nombre total des contaminations depuis le premier cas signalé en mars dernier, et à 453.302 celui des personnes totalement rétablies, soit un taux de guérison de 95,6%, a précisé le ministère dans son bulletin quotidien sur la situation de la Covid-19. Le nombre total des décès est passé à 8.368, avec 17 nouveaux cas recensés en 24 heures, soit un taux de létalité de 1,8%, a relevé la même source. Le nombre des cas actifs s'élève à 12.709, alors que les cas sévères ou critiques sont au nombre de 606, dont 55 placés sous intubation, d'après le ministère, qui indique que le taux d'occupation des lits de réanimation Covid-19 est de 19,2%.

M.L

Foot/La Fifa prolonge ses règles assouplies de mise à disposition des internationaux



Le Bureau du Conseil de la Fifa a maintenu vendredi la souplesse introduite en août 2020 pour la mise à disposition des joueurs internationaux jusqu'à la fin avril, un compromis entre clubs et sélections lié au contexte sanitaire. "Après avoir reçu des commentaires positifs de la part de la communauté du football", l'instance explique dans un communiqué avoir prolongé ces mesures en vue des prochains matches internationaux "pour le football féminin et masculin". Alors que les clubs sont d'ordinaire obligés de laisser leurs joueurs rejoindre leurs sélections lors des périodes internationales régies par la Fifa, ils pourront, comme à l'automne dernier, tenir compte des mesures de quarantaine ou des restrictions de déplacement liées à la pandémie de coronavirus. Car le Covid-19 a exacerbé les tensions habituelles autour des trêves internationales: non seulement le calendrier s'en trouve densifié mais, outre les risques ordinaires de blessures, les joueurs peuvent tomber malades ou devoir s'isoler. Les clubs pourront donc les conserver si "une quarantaine d'au moins cinq jours est obligatoire à compter de l'ar-

rivée" sur le lieu "où est censé se disputer le match de l'équipe nationale" du joueur ou sur le lieu du club de celui-ci à son retour, selon l'instance mondiale du football. La mise à disposition ne sera pas obligatoire non plus s'il "existe une restriction de voyage vers ou en provenance d'un des lieux précités". La Fifa précise toutefois que cela ne s'appliquera que dans le cas où une exemption de ces mesures sanitaires n'aura pas été accordée pour les équipes nationales par les autorités locales. En octobre dernier, le Forum mondial des ligues (WLF) avait réclamé un assouplissement supplémentaire, sans obtenir gain de cause: pour les matches amicaux qui ont remplacé certaines rencontres internationales en compétition, "l'obligation de libérer les joueurs devrait être levée", écrivait l'organisation. L'Association européenne des clubs (ECA) et le syndicat mondial des joueurs (FIFPro) avaient appelé en août dernier à dispenser les joueurs de se rendre dans un pays ou une destination s'il y existe "des risques justifiables pour la santé ou la sécurité", aussi bien en club qu'en sélection.

E.R

Foot/Real Madrid

Zidane "demande le respect" à la presse espagnole

L'entraîneur du Real Madrid, Zinedine Zidane, a "demandé le respect" à la presse, suite aux incessantes spéculations sur son éventuel départ, assurant aussi qu'il ne lâcherait rien et que son équipe "donnerait tout" en Ligue des champions. "Nous allons nous battre, et moi le premier, en tant qu'entraîneur. J'ai toujours dit que j'avais de la chance d'être ici et je ne vais pas abandonner", a dit Zizou en conférence de presse, à la veille du match de Liga prévu samedi contre Huesca. "Tout le monde parle beaucoup, c'est vrai que la situation n'est pas facile, nous n'avons pas gagné assez de matches, mais nous avons vraiment envie de changer cette situation et c'est ce que nous allons essayer de faire", a ajouté Zidane, qui vient de rester isolé plusieurs jours car il était positif au coronavirus. Le Real est actuellement 3e

de la Liga, à 10 points du leader, l'Atlético Madrid. "Dès qu'on perd ou qu'on fait match nul", je dois partir", a ajouté l'entraîneur champion du monde, très remonté: "Je ne suis pas content, et je suis même très énervé, parce que je pense que je ne mérite pas un tel traitement", a-t-il indiqué, en rappelant que "l'an passé, c'est nous qui avons remporté la Liga". "Il faut nous laisser travailler", a demandé Zizou, pour qui il vaudrait mieux "attendre la saison prochaine pour décider s'il faut faire autrement, changer certaines choses. En attendant, nous avons le droit de continuer à nous battre". "Je suis resté enfermé pendant deux semaines, et je tournais comme un lion en cage. Je n'avais qu'une hâte, sortir pour pouvoir affirmer que nous allons nous battre jusqu'au bout".

M.L

Foot

Uli Hoeness devient consultant pour la TV

L'ancien président du Bayern, le truculent Uli Hoeness, va devenir consultant pour les Matches internationaux de RTL/Allemagne, a annoncé la chaîne vendredi. L'ancien international, vedette du Bayern devenu ensuite cheville ouvrière de la transformation du club en entreprise florissante aux XXe et XXIe siècles, s'est engagé à 69 ans pour commenter les matches de qualification de l'Allemagne pour le Mondial-2022. "Je me réjouis de cette nouvelle expérience, qui est pour moi quelque chose de totale-

ment nouveau", a déclaré Hoeness, connu pour son franc parler, voire ses colères publiques, "ceux qui me connaissent savent que je me donne à 100% dans tout ce que je fais, et je promets de le faire encore pour les fans et les téléspectateurs". RTL détient les droits des rencontres de qualification de l'Allemagne pour le Mondial au Qatar. La Mannschaft jouera dans le groupe de l'Islande, de la Roumanie, de l'Arménie, du Liechtenstein et de la Macédoine du Nord.

MALIKA.Z

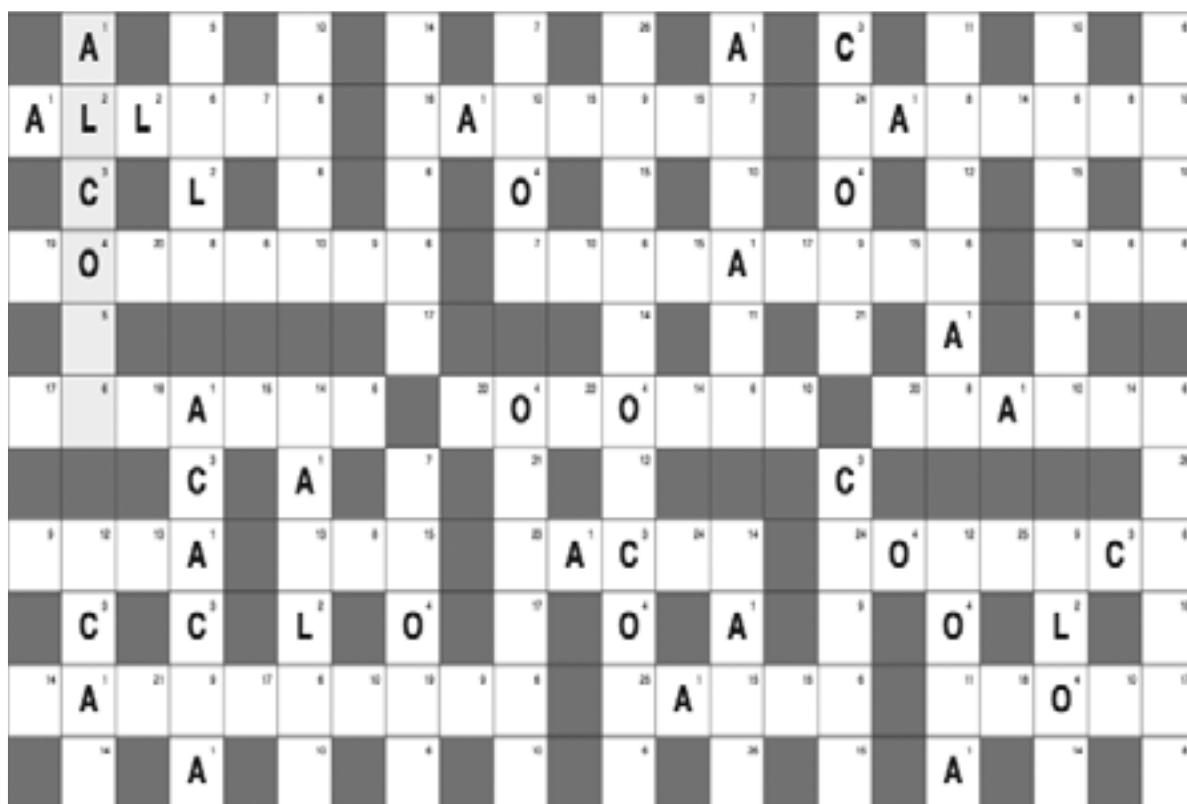
Championnat régional de cross-country plus de 480 participants à Ouargla



Au total 487 coureurs, des deux sexes, ont pris part samedi au Championnat régional de cross-country organisé sur un parcours situé dans la commune de N'goussa (35 km Nord d'Ouargla). Structurés dans différents clubs représentant cinq (5) wilayas du Sud du pays, à savoir Illizi, Tamanrasset, Adrar, Ghardaïa et Ouargla, ces athlètes ont participé à cette épreuve qui s'est déroulée sur des distances variant entre 1.200 et 8.000 mètres en fonction des catégories d'âge, a précisé le président de la Ligue d'athlétisme de la wilaya d'Ouargla, Yahia Makhoulfi. Des moyens humains et logistiques ont été mo-

bilisés pour assurer le bon déroulement et la réussite de ce rendez-vous sportif qualificatif pour le Championnat national de cross-country prévu le 20 février prochain à Tizi-Ouzou, a indiqué le directeur local de la jeunesse et des sports, Zakaria Kourichi. Organisée par la ligue d'athlétisme de la wilaya d'Ouargla, en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports (DJS), et les services de la commune de N'goussa, cette manifestation sportive retenue dans le calendrier de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) a été clôturée par une cérémonie de remise de médailles et de titres d'encouragement aux vainqueurs.

Mots codés

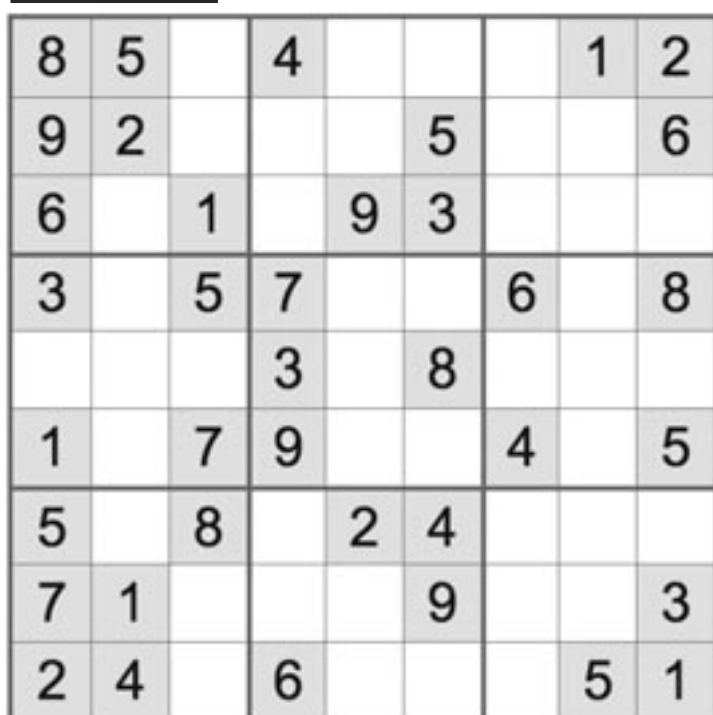


Mots mélangés

ACTRICE ANTIMOINE
APTE ARTERE
ARTISANAT AVANT
BAGUE BIENVENU
CALCAIRE CENTUPLE
CRIEUR DEFI
DENUDER DIGITALE
FANGE FLONFLONS
GLAND LABOURAGE
LANTERNE LASCIF
LATRINES LEGUMIER
LIEUSE MONTREUR
NANA NEPE NITRATE
NOCTURNE
ODORAT PALET
SAISIE
SIGNALER

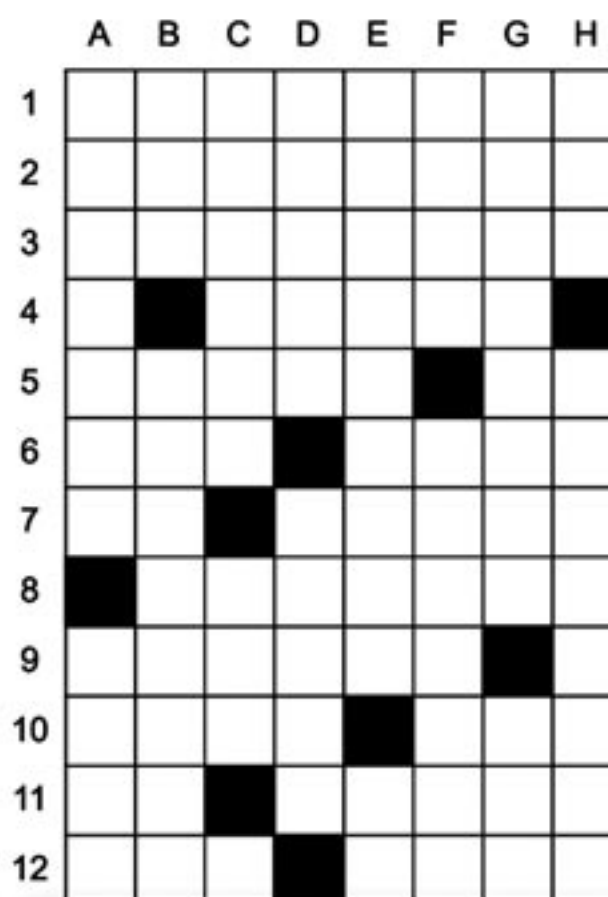


Sudoku



Solution sudoku

Mots croisés



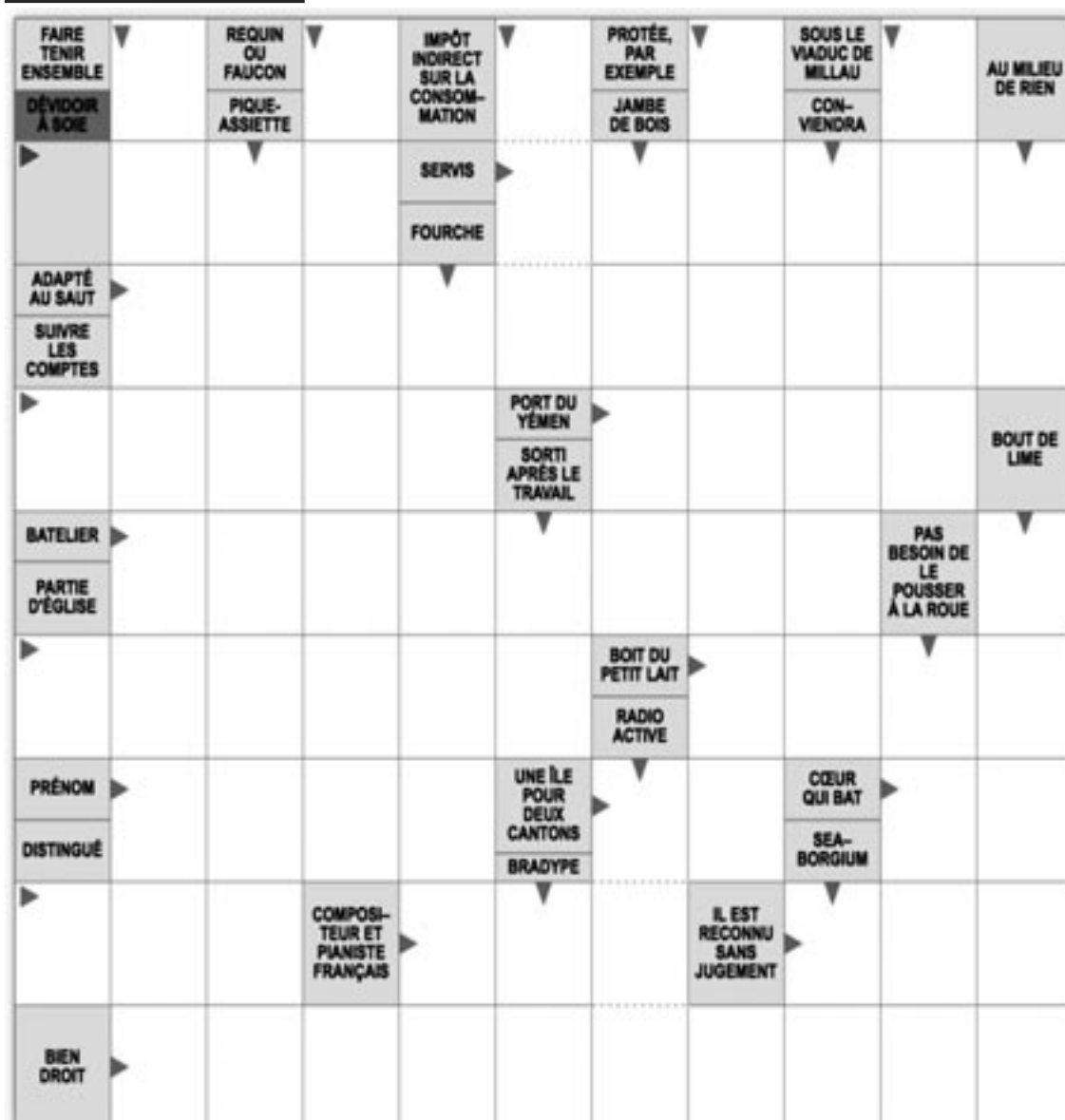
HORIZONTALLEMENT :

1. Susceptible de se transformer. 2. Pigment qui fait bronzer. 3. Peupler de petits poissons. 4. Ville de Seine-et-Marne. 5. Orné d'un diadème. Déterminant possessif. 6. Vus dans le livre. Entendu pendant un festin. 7. Ça ajoute quelque chose. Couche profonde de la peau. 8. Propre à un quadrupède à longues oreilles. 9. Statues à genoux. 10. Époustoufla. Massif du Gothard. 11. Supposons... Tradition prophétique.

VERTICALEMENT :

A. Comme un vieux vernis. Montagne de Thessalie. B. Rimbaud y a vu un dormeur. Autosuffisance. C. Invitation à la prière. On peut l'appeler capucin. D. S'enrouler sur soi-même (se). Passas à table. E. De façon à rendre service. Raccourci pour une Europe. F. Maintenu contre soi. Diaprant. G. Auquel on n'a encore rien pris. Ignorant. H. Il s'est croisé lors des duels. Conduiras.

Mots fléchés



Le Monde

de l'administration

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com



**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS**

PUBLICITÉS

pour plus de détails
contactez nous au:



023 95 73 73/ 0553 45 62 56

Ou par Email au: monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

LE VACCIN "SPOUTNIK V" EST L'UN DES ACCOMPLISSEMENTS LES PLUS IMPORTANT -DEPUIS L'ÉPOQUE SOVIÉTIQUE



L'agence Bloomberg a qualifié samedi le vaccin russe "Sputnik V" contre le nouveau coronavirus (Covid-19) de l'un des accomplissements scientifiques les plus importants de la Russie depuis l'époque soviétique. "Sputnik V, premier vaccin au monde contre le coronavirus fabriqué en Russie, représente la percée scientifique la plus importante depuis l'époque soviétique", indique Bloomberg. Selon les conclusions de la troisième phase des essais du vaccin publié par la revue médicale "The Lancet", ce produit de l'institut russe Gamaleia "démontre une forte efficacité (91,6%)" et "ne le cède en rien à ses concurrents américains et européens", indique Bloomberg. En outre, il s'avère "une solution beaucoup plus efficace que les inventions chinoises". "Sputnik V" attend désormais d'être autorisé dans l'Union européenne (UE), et une vingtaine de pays étrangers l'ont déjà précommandé. La France s'est également dite favorable à son utilisation. Suite aux retards de livraison annoncés par Pfizer-BioNTech et

CITÉ UNIVERSITAIRE POUR FILLES OULED FAYET 2:

UNE ÉTUDIANTE DÉCÈDE DANS L'EXPLOSION D'UNE BOUTEILLE DE GAZ

Une jeune étudiante est décédée hier à la cité universitaire pour filles d'Ouled Fayet 2 (Alger) dans l'explosion d'une bouteille de gaz, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile d'Alger. "L'incident a eu lieu à 10h37 suite à une explosion d'une bouteille de gaz (camping gaz) causant le décès d'une jeune étudiante (24 ans), originaire de Tiarret", a précisé à l'APS le chargé de communication, le lieutenant Khaled Benkhalfallah. "Un incendie s'est également déclaré dans la chambre de la jeune fille", a-t-il ajouté. De leur côté, les services de la Sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et circonstances de cet incident. Les services de la Protection civile ont transféré le corps sans vie de la victime vers la morgue de l'Hôpital de Douéra.

CORONAVIRUS

223 NOUVEAUX CAS, 178 GUÉRISONS ET 2 DÉCÈS CES DERNIÈRES 24H EN ALGÉRIE

Deux cent vingt-trois (223) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 178 guérisons et deux (2) décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé samedi Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Pourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 104.852 dont 223 nouveaux cas les dernières 24 heures, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, selon des données à 2011 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 74.506, a précisé Dr Pourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 23 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas et 17 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 8 autres ont enregistré 10 cas et plus. Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Pourar. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelle l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

ALGÉRIE-TUNISIE :

Coup d'envoi d'une caravane médicale à destination de Sakiet Sidi Youcef en Tunisie

UNE CARAVANE MÉDICALE COMPOSÉE DE MOYENS DE LUTTE CONTRE LA COVID-19 À DESTINATION DE LA VILLE DE SAKIET SIDI YUCEF EN TUNISIE A DÉMARRÉ SAMEDI À PARTIR D'ALGER EN PRÉSENCE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE, ABDELHAK SAÏHI, ET DE L'AMBASSADEUR TUNISIEN EN ALGÉRIE, RAMDHANE AL-FAYEDH, ET CE DANS LE CADRE DE LA COMMÉMORATION DU 63E ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DE SAKIET SIDI YUCEF.



Cette opération qui concerne un don de onze (11) tonnes en médicaments et moyens de lutte contre la pandémie de Covid-19 au profit de la ville de Sakiet Sidi Youcef, a été décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a déclaré M. Saïhi, qui a donné, en compagnie de l'ambassadeur tunisien, le coup d'envoi, à partir de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), de la caravane composée de deux camions transportant des médicaments et des équipements médicaux. Ce don intervient en commémoration du 63e anniversaire du massacre de Sakiet Sidi Youcef où

le sang des deux peuples s'est mêlé, rappelle M. Saïhi, ajoutant que par ce geste de solidarité, l'Algérie exprime sa volonté de "rester toujours fidèle au peuple tunisien frère". De son côté, l'ambassadeur de Tunisie en Algérie a estimé que ce qui s'est passé, il y a 63 ans à Sakiet Sidi Youcef, "quoi que douloureux, fait perdurer un sentiment commun entre les Algériens et les Tunisiens", et représente aussi une "étape importante entre nos deux pays". "Les événements de Sakiet Sidi Youcef restent un symbole qui va pousser nos deux pays à travailler ensemble pour améliorer davantage leurs relations de

coopération en vue de concrétiser un partenariat stratégique", souligne Ramdhane Al-Fayedh. Il a considéré que la région de Sidi Youcef et la bande frontalière algéro-tunisienne "seront l'une des plus importantes étapes de la mise en place de cette stratégie dans le but de développer la région et d'assurer la sécurité et la stabilité des deux peuples". L'ambassadeur a tenu également à remercier le président Tebboune et les autorités algériennes pour cette aide médicale destinée à Sakiet Sidi Youcef en particulier et à la Tunisie en général.

UA:

DJERAD APPELLE AU RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITÉ CONTINENTALE ET MONDIALE POUR COMBATTRE LA COVID-19

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a appelé samedi au renforcement de la solidarité continentale et mondiale et à l'unification des efforts pour lutter contre la pandémie Covid-19, mettant l'accent sur la nécessité de permettre aux pays pauvres d'accéder aux vaccins pour pouvoir sortir de cette crise sanitaire qui affecte les efforts de relance du développement. Djerad qui représente le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune aux travaux de la 34e session des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA), a affirmé dans son allocution sur le rapport du président sud-africain et président en exercice de l'UA, sur "la mise en œuvre de la Stratégie continentale africaine commune pour faire face à la pandémie de Covid-19", que cette "crise sanitaire sans précédent, de par son étendue et la gravité de ses retombées politiques et socio-économiques, a compromis la croissance des économies des États, induit une aggravation des taux de chômage et mis nos systèmes de

santé devant des défis majeurs ayant requis l'adoption de mesures strictes, à l'effet d'alléger le déficit financier et éviter des pertes économiques supplémentaires". Après avoir transmis les salutations du Président Tebboune aux dirigeants africains et ses vœux de succès aux travaux de leur sommet tenu par visioconférence, le Premier ministre a salué "la Stratégie continentale africaine commune pour faire face à la pandémie de la Covid-19, qui mise sur la coopération et la coordination pour assurer le vaccin au moins aux populations du continent", la qualifiant de "précieuse initiative qui permettra aux pays du continent de coordonner leurs positions dans le cadre d'une action multilatérale". "La réussite de cette stratégie continentale est tributaire du renforcement de la coopération et de la coordination avec nos partenaires internationaux", a-t-il estimé, mettant en exergue le soutien à "la demande visant à alléger le fardeau de la dette, à aider les États à assurer la continuité des approvisionnements alimentaires, à

protéger les emplois et à atténuer l'impact de la baisse des revenus dans le continent en raison de la perte des recettes d'exportation".

TIZI-OUZOU:

UN FAUSSAIRE DE BILLETS DE BANQUE ÉCROUÉ

Un individu a été écroué au courant de la dernière semaine à Tizi-Ouzou pour contrefaçon de billets de banque en monnaie nationale, a indiqué vendredi un communiqué de la sûreté de wilaya. La somme de 24.000 DA, en coupure de faux billets de 2.000 a été saisie à l'arrestation du faussaire qui a été présenté au parquet de Larbaâ Nath-Irathen, et mis en détention préventive pour contrefaçon de billets de banque, a-t-on précisé de même source.